

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n°45 - Octobre 2013

Avant-propos

DOSSIER : LA NON-INTERFÉRENCE EST-ELLE DÉPASSÉE ?

1. La Chine débat de sa relation avec la Corée du Nord (Antoine Bondaz) 4
2. Chine-Iran : les « faucons » chinois dénoncent l'influence américaine (Nathan Beauchamp-Mustafaga) 9
3. Engagement et non-interférence : le cas de la Syrie (Antoine Bondaz) 14
4. Soudans : la diplomatie chinoise depuis la partition (Martina Bassan) 18

REPÈRES

5. La campagne de lutte contre les rumeurs sur Internet (Clémence Mirgalet) 23
6. Visions chinoises sur l'affaire Snowden (François Quirier) 27
7. La corruption concerne aussi les juges (Hugo Winckler) 32
8. Les émergents en crise : un impact limité sur la Chine (Agatha Kratz) 36
9. Le glissement à l'Est : vers une Banque Mondiale des Brics (David Benazéraf) 40

DÉCALAGE

10. L'institution du mariage : réflexions générationnelles, une enquête (Simeng Wang) 44



AVANT- PROPOS

Au cours des trente dernières années, la Chine a privilégié son développement économique, par la voie des réformes et de l'ouverture. Cet objectif supposait l'établissement d'un environnement pacifique au-delà de ses frontières. La Chine a privilégié donc un activisme économique fort, en parallèle d'une certaine discrétion diplomatique. « Profil bas » dicté par Deng Xiaoping, ou « développement pacifique » (plutôt qu'émergence) sous Hu Jintao, cette discrétion est remise en question aujourd'hui. La Chine acquiert un appareil militaire moderne quoique non testé, avec le 2^{ème} rang mondial pour le budget de la défense, à la hauteur de son statut de 2^{ème} puissance mondiale. Ses intérêts économiques grandissent d'un bout à l'autre de la planète. Puissance à la fois économique (avérée) et militaire (en devenir), elle doit à la fois protéger ses intérêts et prendre des responsabilités, sous peine de connaître les risques d'un propriétaire absent ou d'encourir le reproche de profiter du système international sans y contribuer.

Le dossier de ce numéro, intitulé « La non-interférence est-elle dépassée ? », revient sur le dilemme de la Chine face à quatre États en délicatesse avec le système international : Corée du Nord, Iran, Soudan et Syrie. La diversité des motivations chinoises apparaît bien. La Chine s'interroge sur son rôle en flèche entre les deux Soudan nouvellement créés, alors que les réserves pétrolières s'y épuisent peut-être. Totalement critique et sceptique des positions américaines sur l'Iran, elle songe à un véritable pacte régional. Mais elle ne se cache pas l'évolution de l'opinion publique iranienne (qu'elle attribue à l'impact des sanctions internationales) vers la modération. Paradoxalement, c'est sur la Syrie que la Chine campe le plus sur le dogme de non-interférence – justifié avec cynisme par le piège que tend le Proche-Orient à une intervention occidentale. Mais globalement, la non-interférence est souvent considérée comme inefficace face à des objectifs plus pragmatiques. Avec la Corée du Nord, la motivation est plus stratégique : si certains auteurs conseillent de punir, voire

d'abandonner la Corée du Nord suite à son troisième essai nucléaire, d'autres mettent à jour le risque de voir la Corée du Nord... basculer vers une ouverture aux États-Unis.

La suite de ce numéro se concentre sur plusieurs éléments de l'actualité chinoise de ces derniers mois. Les autorités chinoises ont été très actives à la rentrée sur deux fronts majeurs : la lutte anti-corruption, et la lutte contre les rumeurs sur internet. Clémence Mirgalet nous explique quelles ont été les étapes et les caractéristiques de la mise en place de cette seconde campagne, laquelle s'est accompagnée d'arrestations à répétition de bloggeurs influents.

L'affaire Snowden a créé une tension dans les relations sino-américaines, puisque le dissident américain a un temps trouvé refuge à Hong Kong et n'en a pas été extradé. Alors que la Chine est régulièrement montrée du doigt pour son implication dans des cyber attaques contre l'administration américaine, ce sont cette fois-ci les États-Unis et leur programme PRISM qui font l'objet de vives critiques. Tandis que des analyses faites à Hong Kong évoquent la force des valeurs américaines et les risques pour la lutte anti-terroriste, les vues chinoises sont accusatrices ou cyniques : sans aller jusqu'à prétendre que le cyber espionnage américain serait un cas isolé, elles demandent que Washington abandonne sa pose moralisatrice.

En Chine, la corruption est aussi celle des juges. Elle est présente à tous les niveaux de l'appareil judiciaire, se pratique généralement en groupe, affecte le processus judiciaire à tous les stades – avant et pendant le jugement, mais aussi lors de l'application des peines. La principale raison de cette corruption omniprésente est le statut et la rémunération insuffisants des personnels judiciaires, et l'absence de règles d'évitement, laquelle favorise les complicités

familiales ou relationnelles.

L'actualité économique est également mouvementée. A la suite de l'annonce par la Réserve Fédérale d'un resserrement monétaire pour septembre – finalement repoussé à plus tard – les marchés financiers asiatiques ont subi une tempête, et les investisseurs ont fui en masse les valeurs d'Asie du Sud et du Sud-est. Le coup de froid atteint tous les émergents, mais c'est l'Inde qui se trouve la plus touchée. Pour certains analystes – travaillant il est vrai pour des groupes financiers étrangers –, cette secousse est un « avertissement » aux deux « géants » des années 2000 : la Chine profite encore de la demande extérieure, mais tarde trop à changer de modèle de croissance.

Les Brics ont donc perdu de leur aura dorée, et connaissent un fort ralentissement de leurs taux de croissance, mais ils vont à petits pas vers la création d'un système monétaire complémentaire – ou alternatif ? – à celui de Bretton-Woods et du FMI. Néanmoins, les questions restent nombreuses sur la forme et les règles qu'adopteraient ces nouvelles institutions.

Avec notre rubrique « Décalages », un rapport très détaillé examine les points de vue des Chinois de divers milieux et diverses générations concernant le mariage. Ceux-ci se marient plus tard, divorcent plus souvent, et accordent une grande importance au confort matériel dans le cadre du foyer. On est de plus en plus loin de la société où le mariage était quasi-universel. A côté du divorce, le célibat gagne du terrain. Et les « sheng nǚ » (les « femmes qui restent » mais aussi les laissés pour compte) se multiplient, surtout chez les femmes à haut revenu. Chez les hommes, le célibat reste surtout marquant dans les poches de pauvreté.

FRANÇOIS GODEMENT ET AGATHA KRATZ

Lors des récentes discussions à l'ONU concernant la crise syrienne et la nécessité ou non de mener des frappes punitives contre le régime el-Assad, la Chine et la Russie se sont une fois de plus montrées réticentes à encourager ou à légaliser l' « interventionnisme » des puissances occidentales. Cette opposition de principe à une intervention justifiée par la « responsabilité de protéger » place non seulement la Chine en marge des autres puissances internationales, mais également au cœur des débats. Les commentateurs occidentaux critiquent abondamment l'immoralité chinoise, tout en dénonçant la tendance de Pékin à s'allier à des États « voyous », dictatoriaux, et tout simplement « infréquentables ». Mais les articles que nous présentons dans ce dossier, et qui reviennent sur les relations que la Chine entretient avec quatre de ces États (la Corée du Nord, l'Iran, la Syrie et le Soudan), nous montrent une autre réalité, celle d'une Chine qui s'appuie à la fois sur des considérations réalistes et pragmatiques et sur des principes diplomatiques intangibles pour justifier ses prises de position internationales, et qui cherche à prendre ses responsabilités diplomatiques tout en rejetant les velléités interventionnistes occidentales.

En effet, la Chine est souvent contrainte dans ses choix diplomatiques. Bien que souhaitant une dénucléarisation nord-coréenne, la Chine ne peut à elle seule forcer le régime de Pyongyang à coopérer.

Ses choix diplomatiques concernant l'Iran sont largement façonnés par ses besoins énergétiques et un nécessaire réalisme économique. Enfin, sa force de projection et ses moyens logistiques encore limités l'empêchent de mener davantage d'opérations dans la Corne de l'Afrique. Ainsi, malgré les encouragements de la communauté internationale pour que la Chine devienne une « puissance responsable », et malgré la volonté du pays de s'impliquer davantage dans les affaires extra asiatiques, ses intérêts et ses moyens réels lui dictent parfois une conduite tout autre.

Mais Pékin est également motivé par des principes diplomatiques fondamentaux. Alors qu'en Syrie, la Chine n'a que très peu d'intérêts matériels en jeu, c'est la défense du principe de non-interférence dans les affaires internes d'un État tiers qui motive

ses décisions. On relève pourtant que la non-interférence chinoise est parfois vue comme inhibant la défense des intérêts chinois, et constituant une forme de repli.

On note enfin que les experts chinois cités dans ce dossier pointent tous du doigt les États-Unis comme un facteur déterminant dans les relations extérieures chinoises, notamment vis à vis de ces quatre pays. A en croire les articles sélectionnés, Pékin subit partout dans le monde l'influence américaine « en coulisse » : les États-Unis menacent les intérêts chinois, cherchent à entraver le développement du pays, et veulent à tout pris contenir l'influence de la Chine. Cette paranoïa empêche parfois des débats plus profonds sur les conséquences positives et négatives de la relation chinoise à ces pays, et sur les formes à donner à l'influence grandissante de la Chine dans le monde.

DOSSIER : LA NON- INTERFÉRENCE EST-ELLE DÉPASSÉE ?



1. La Chine débat de sa relation avec la Corée du Nord¹

ANTOINE BONDAZ

SOURCES :

- Deng Yuwen², « la Chine devrait-elle abandonner la Corée du Nord ? », *Liaowang Zhongguo*, n° 199, mars 2013.
- Éditorial, « Face au nucléaire nord-coréen, la Chine ne doit être ni lâche, ni se bercer d'illusions, ni être irritable », *Huanqiu shibao*, 17 février 2013.
- Éditorial, « La participation chinoise au système de sanctions vis-à-vis de la Corée du Nord doit se doter d'un certain degré d'intensité », *Huanqiu shibao*, 18 février 2013.
- Éditorial, « Un vent d'urgence souffle sur la péninsule coréenne, la Chine a encore plus besoin de concentrer sa stratégie », *Huanqiu shibao*, 16 février 2013.

¹ Cet article réutilise en partie l'article d'Antoine Bondaz paru dans le numéro 42 de *China Analysis* : Antoine Bondaz, « Les réactions chinoises au 3^{ème} essai nucléaire nord-coréen », *China Analysis*, n°42, Avril 2013.

² Rédacteur en chef adjoint du *Zhongguo zhongyang dangxiao xuexi shibao* (*Study Times*), publication de l'École centrale du Parti, Deng Yuwen, aurait été limogé à la suite de la publication de ces articles.

- Émission présentée par Hu Yihu, « Si la Chine cesse ses exportations de pétrole vers la Corée du Nord, des forces armées d'1,1 million d'individus seront mises à genoux », *Yihu yixitan* - Phoenix TV, 24 février 2013.

- Ren Weidong³, « Il faut établir un mécanisme de paix dans la péninsule coréenne », *Huanqiu shibao*, 20 mars 2013.

- Ren Weidong, « La barrière stratégique que représente la Corée du Nord n'est pas dépassée », *Huanqiu shibao*, 9 juillet 2013.

- Shen Dingli⁴, « Corée du Nord : dix ans de nucléarisation », *Caijing*, 18 février 2013.

- Yu Shaohua⁵, « Les relations sino-nord-coréennes sont un héritage de la Guerre froide en Asie du Nord-Est », *Zhongguo ribao*, 25 juillet 2013.

- Zhang Liangui⁶, « La Corée du Nord se proclame-t-elle nucléarisée ? », *Huanqiu shibao*, 8 février 2013.

Le 12 février 2013, la Corée du Nord a réalisé un troisième essai nucléaire malgré les appels répétés à la retenue de la communauté internationale, Chine comprise. Cette manœuvre a provoqué de vives réactions et l'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 7 mars, de la résolution 2094 (2013), condamnant l'essai nucléaire et élargissant les sanctions internationales contre le régime nord-coréen.

³ Chercheur au Chinese Institute of Contemporary International Relations (CICIR).

⁴ Vice-doyen de l'institut d'affaires internationales de l'université de Fudan à Shanghai et directeur de son centre d'études américaines.

⁵ Chercheuse senior au Chinese Institute of International Studies (CIIS) et directrice du département d'études sur la sécurité et la coopération en Asie Pacifique, elle est une experte chinoise reconnue de la Corée du Nord où elle a occupé un poste diplomatique.

⁶ Professeur à l'École centrale du Parti à Pékin, il est l'un des experts les plus reconnus mondialement de la Corée du Nord.

À cette occasion, de nombreuses voix se sont élevées en Chine contre le voisin nord-coréen. Entre mars et avril 2013, les critiques officielles chinoises, autrefois feutrées, se sont manifestées par l'intermédiaire notamment du ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi, estimant que la Chine « ne tolérerait pas de fauteurs de trouble à sa porte »⁷. Ces critiques ont été largement relayées par une partie de la communauté académique chinoise et par certains médias et figures officiels. Mais, rapidement (dès l'été 2013), ces critiques sévères ont de nouveau laissé place à des analyses plus traditionnelles, soulignant le rôle stratégique de Pyongyang.

Cet article de *China Analysis* met donc en perspective et confronte dans le temps les analyses de chercheurs (Sheng Dingli, Ren Weidong, Deng Yuwen, Zhang Liangui, Su Hao⁸ et Shi Yinhong⁹), d'anciens diplomates (Yu Shaohua), d'experts militaires (Peng Guangqian) et des médias sur la relation passée et à venir entre Chine et Corée du Nord.

Des réactions vives à la suite du troisième essai nucléaire nord-coréen

Au lendemain de l'essai, certains éditorialistes de *Huanqiu shibao* se montrent particulièrement virulents vis-à-vis du voisin nord-coréen qui est naïf de penser que cet essai nucléaire réduit son insécurité. Ces éditoriaux se concentrent sur la nécessité de sanctionner la Corée du Nord. L'éditorial du 17 février appelle la Chine à réduire son aide à son voisin. Le 18, le ton des éditorialistes monte d'un cran : il est question d'avoir le

courage de s'opposer à Pyongyang. Il est jugé « nécessaire » de « punir » (惩罚是必要的, *chengfa shi biyao de*) la Corée du Nord, dont l'attitude va à l'encontre des intérêts chinois. La Chine ne doit en aucun cas apporter un « bouclier aveugle » (一味庇护, *yiwai bihu*), c'est-à-dire sans conditions, à son voisin.

Ces réactions sur le vif sont cependant nuancées par d'autres éditoriaux du journal. Ainsi, dès le 16 février, il était rappelé qu'il est « irréaliste » (不切实际的假设, *buqieshiji de jiashe*) de penser que la Chine peut, à elle seule, contrôler son voisin. La Chine doit donc trouver un nouvel équilibre sans pour autant effectuer un virage à 180° et se ranger derrière les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud. En effet, la Chine risquerait de devenir l'« ennemi numéro un de Pyongyang » (头号敌人, *touhao diren*), réduisant à néant des décennies d'efforts pour construire la relation bilatérale sino-nord-coréenne, ce qui ferait le jeu des autres puissances.

Le professeur Su Hao, interviewé peu après sur *Phoenix TV*, constate l'échec de la communauté internationale, Chine comprise, pour réaliser son objectif de dénucléarisation de la péninsule. Cet échec est coûteux : pour Shen Dingli et Zhang Liangui, la Corée du Nord continuera nécessairement sur le « chemin du nucléaire » (核道路, *he daolu*). Selon Shen Dingli, le programme nucléaire nord-coréen « ne peut être arrêté » (无可阻挡, *wuke zudang*) et ce, quelles que soient les sanctions. Pyongyang a donc désormais comme objectif d'être acceptée et reconnue comme une « puissance nucléaire » (做核大国, *zuo hedaguo*), thèse que Zhang Liangui défend largement dans ses travaux depuis 2010. Selon le professeur Shen Dingli, les États-Unis ont toujours accepté *a posteriori* la nucléarisation des États. C'est pourquoi, après le départ d'Obama, en janvier 2017, les États-Unis accepteront la Corée du Nord comme une nation nucléarisée, tout comme la

⁷ « China Warns against «Troublemaking» on Korean Peninsula », *Reuters*, 7 avril 2013.

⁸ Professeur de diplomatie à l'université chinoise des affaires étrangères, interviewé dans le cadre de l'émission de *Phoenix TV*.

⁹ Professeur à l'université Renmin de Pékin et directeur de son centre d'études américaines. Il est interviewé dans le cadre de l'émission de *Phoenix TV*.

communauté internationale, qui « n'aura pas d'autre choix » (无奈接受, *wunai jieshou*).

Shi Yin hong note enfin que la Chine n'est pas responsable du comportement de la Corée du Nord, qui agit en fonction de ses intérêts nationaux et non en fonction de ceux de la Chine. Peng Guangqian, rejoint par les autres invités du débat de *Phoenix TV*, présente une conclusion en trois points : la nucléarisation de la Corée du Nord n'est pas un problème qui se pose seulement à la Chine ; la Chine n'est pas à l'origine du problème ; la Chine ne peut résoudre ce problème seule.

Une proposition choc : abandonner la Corée du Nord

Abandonner la Corée du Nord. Telle est la « bombe » lancée par Deng Yuwen dans le *Financial Times*¹⁰ du 27 février dernier. Cette proposition n'a pas manqué d'enflammer le débat académique chinois. La version longue de l'article, publiée en mars dans *Liaowang Zhongguo*, présente plus en détail la proposition de l'auteur. Selon lui, deux options se présentent désormais à la Chine. Celle-ci peut soit continuer à soutenir la Corée du Nord pour des motifs à la fois historiques, idéologiques ou stratégiques, soit l'« abandonner » (放弃, *fàngqì*) car ce pays, devenu un « mauvais atout » (负资产, *fù zīchǎn*), est incontrôlable. Deng Yuwen s'efforce alors d'invalider la première option en cinq points :

Premièrement, l'argument idéologique est fallacieux. La politique étrangère de la Chine ne doit plus se fonder sur l'idéologie. Si tel était le cas, la Chine n'aurait pas de relation avec l'Occident. De plus, les divergences entre les idéologies chinoise et nord-coréenne sont plus grandes que les divergences entre la Chine et l'Occident.

¹⁰ Deng Yuwen, « China Should Abandon North Korea », *Financial Times*, 27 février 2013.

Deuxièmement, l'argument stratégique est largement exagéré. Le rôle de zone tampon était une réalité durant la Guerre froide, mais devient inutile face à l'émergence de la guerre technologique moderne. De plus, une zone tampon est sensée protéger du danger ; or, aujourd'hui, le danger provient justement de cette zone tampon. La Chine doit éviter d'être entraînée dans une guerre avec les États-Unis à cause d'un autre pays, alors même qu'elle n'a pas besoin de l'alliance avec Pyongyang pour assurer sa sécurité.

Troisièmement, le pays ne se réforme d'ailleurs pas, malgré les attentes suscitées par l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un. Le pays est irréformable, car tout effort de réforme précipiterait l'effondrement du régime, lui-même condamné à disparaître. Il n'est ainsi pas rationnel, pour la Chine, d'entretenir des relations privilégiées avec un tel État.

Quatrièmement, l'argument d'une proximité historique, de nature presque sentimentale, entre deux pays intimement interdépendants (唇亡齿寒, *chunwang chihan*, « sans lèvres, les dents ont froid »), n'est pas partagé par les Nord-Coréens. Depuis les années 1950, la Corée du Nord a tout fait pour sous-évaluer le rôle de la Chine dans la guerre de Corée, et est allée jusqu'à purger le Parti de ses éléments prochinois en 1956.

Enfin, le programme nucléaire nord-coréen pourrait se retourner contre la Chine, qui deviendrait une nouvelle cible du « chantage nucléaire » (核讹诈, *he e'zha*) de Pyongyang. La Corée du Nord pourrait renverser ses alliances, s'alignant sur les États-Unis, ce qui menacerait gravement la sécurité chinoise. De plus, même sans ce revirement diplomatique, une Corée du Nord nucléarisée aura nécessairement plus de poids dans les négociations internationales et pourra obtenir de la Chine des concessions plus importantes qu'aujourd'hui.

La Chine doit donc revoir sa diplomatie et privilégier son intérêt national. Il faut abandonner la Corée du Nord, ou du moins considérer sérieusement cette option. Le maintien du régime de Pyongyang empêche de plus une réunification qui serait bénéfique à la fois au peuple nord-coréen et à la Chine, puisqu'elle délégitimerait les alliances militaires régionales des États-Unis, réduirait les pressions internationales sur Pékin et permettrait in fine la réunification avec Taïwan.

Si abandonner la Corée du Nord n'est pas l'option choisie par les autorités chinoises, alors Deng Yuwen estime qu'il faut au moins essayer d'installer à Pyongyang un régime davantage prochinois, qui permettrait notamment une dénucléarisation du pays. Pékin devrait ainsi abandonner sa « politique de non-intervention » (不干涉政策, *bu ganshe zhengce*) et développer un système d'« intervention limitée » (有限干涉, *youxian ganshe*) afin de servir son intérêt national.

Un retour rapide au dogmatisme habituel

La proposition de Deng Yuwen a été sévèrement critiquée par certains experts chinois comme Ren Weidong, chercheur au CICIR. Replaçant la question nord-coréenne dans un contexte régional marqué par la prédominance américaine, il fait des États-Unis le principal responsable des tensions dans la péninsule. La relation sino-nord-coréenne ne doit ainsi en rien être altérée, elle doit au contraire être renforcée.

Dans son article de mars, Ren Weidong estime que la péninsule coréenne est un atout dans la stratégie à long terme des États-Unis.

Depuis la chute de l'URSS, les Américains ont refusé de normaliser les relations avec le Nord (alors que Pékin a reconnu Séoul) allant jusqu'à l'inclure dans l'« Axe du Mal »¹¹. L'objectif à long terme des États-Unis est en effet de préserver la division de la péninsule afin de garantir la présence militaire américaine et la dépendance de la Corée du Sud et du Japon. Cependant, le principal objectif de Washington demeure de contenir la Chine en se servant de

« Pékin devrait ainsi abandonner sa “politique de non-intervention” et développer un système d’ “intervention limitée” afin de servir son intérêt national. »

la péninsule coréenne. Créer des dissensions entre Pékin et Pyongyang est ainsi devenu un objectif de Washington. En effet, une fois que les relations se seront dégradées et que la Chine ne soutiendra plus le régime de Pyongyang, alors l'annexion du Nord par le Sud au bénéfice des États-Unis sera devenue possible, et une nouvelle démarcation militaire le long de la rivière Yalu sera établie.

La Chine doit donc s'investir et renforcer sa relation avec la Corée du Nord afin de faire contrepoids aux États-Unis. Ren Weidong s'efforce de réduire à néant les arguments des partisans d'un abandon de la Corée du Nord. Puisque l'hégémonisme américain est voué à perdurer, il est illusoire de penser que, si la Chine abandonne la Corée du Nord, les Américains retireront leurs troupes de Corée du Sud et du Japon.

De plus, le programme nucléaire et balistique nord-coréen n'entraîne pas de course à l'armement pour trois raisons : il ne vise pas la Corée du Sud car il est avant tout un moyen de dissuasion à l'attention des États-Unis ;

¹¹ Dans son discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, le président George W. Bush avait défini un « Axe du Mal » comprenant l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, trois pays menaçant la paix mondiale.

le Japon est contraint par les États-Unis de ne pas développer son propre programme ; un double standard dans le régime international de non-prolifération existe depuis le début (cas d'Israël ou de l'Inde).

Dans sa deuxième contribution, datant de juillet, le chercheur s'attaque à nouveau aux arguments de Deng Yuwen. Selon lui, la Corée du Nord demeure un « écran de protection stratégique » (战略屏障, *zhanlüe pingzhang*) face à l'hégémonisme américain. Si certains considèrent que la fonction de la Corée du Nord est dépassée du fait de la guerre moderne, comment expliquer que les États-Unis maintiennent des troupes en Corée du Sud ? De plus, la Chine ne doit pas se rapprocher de Séoul au détriment de Pyongyang, car Séoul demeure un allié de Washington dans sa stratégie de pivot régional. En raison de la présence de troupes américaines stationnées sur son territoire, la Corée du Sud n'est pas complètement indépendante et demeurera dans l'« orbite stratégique » américaine (战略轨道, *zhanlüe guidao*).

Un large consensus pour une évolution timide de la relation

Face à ces deux positions « extrêmes », un large consensus s'est fait jour dans le débat chinois pour une évolution limitée des relations sino-nord-coréennes et, petit à petit, les positions plus consensuelles sont redevenues la norme. Yu Shaohua, dont l'article est représentatif de ce consensus, revient sur le voyage du vice-président chinois Li Yuanchao en Corée du Nord et sa participation aux commémorations à Pyongyang, le 27 juillet, du sixième anniversaire de la signature de l'armistice de Panmunjom mettant fin à la guerre de Corée. Sa rencontre avec Kim Jong-un est une marque de l'attachement de Pékin à Pyongyang. La Chine n'abandonnera pas son voisin. Cependant, une évolution de la relation sino-nord-coréenne est nécessaire.

Au cours de la Guerre froide, les destins de la Chine et de la Corée du Nord étaient intimement liés, mais depuis la désintégration du bloc soviétique, les deux voisins ont suivi deux routes différentes. La Chine a dépassé sa mentalité de Guerre froide et a normalisé ses relations avec la Corée du Sud. Même si une rivalité stratégique avec les États-Unis perdure, la Chine a largement bénéficié de cette période de stabilité, contrairement à une Corée du Nord dont le comportement belliqueux perdure. Le programme nucléaire de Pyongyang a de plus contribué à accroître les désaccords entre les deux voisins. La Chine, qui s'oppose aussi bien à une alliance avec les États-Unis qu'au programme nucléaire coréen, cherche à promouvoir une sécurité collective et à transformer l'armistice de 1953 en un traité de paix. Pour cela, la Corée du Nord, mais aussi les États-Unis, doivent modifier leur comportement, sortir de leur mentalité de Guerre froide, et contribuer à instaurer cette détente.



2. Relations Chine-Iran : les « faucons » chinois dénoncent l'influence américaine

NATHAN BEAUCHAMP-MUSTAFAGA

SOURCES :

- Zhao Kejin¹², « Rohani représente une opportunité stratégique pour les relations sino-iraniennes », *Qilu wanbao*, 18 juin 2013.
- Dai Xu¹³, « La Chine devrait soutenir la tactique iranienne consistant à "résister à l'Amérique et à aider la Syrie" », *Huanqiu shibao boke* - Global Times Blog, 10 août 2012.
- Hua Liming¹⁴, « Le facteur américain dans

¹² Zhao Kejin est professeur associé à l'institut d'études internationales de l'université Tsinghua et vice-directeur de son centre de relations sino-américaines. Il a obtenu un doctorat en relations internationales à l'université Fudan.

¹³ Dai Xu est colonel de la force aérienne de l'Armée populaire de libération (APL). Il est connu pour ses propos et commentaires publics, souvent considérés comme « bellicistes » et nationalistes. Pour un profil plus détaillé, voir : David Lague, « Special Report: China's Military Hawks Take the Offensive », *Reuters*, 17 janvier 2013.

¹⁴ Hua Liming est chercheur invité au China Institute of International Studies (CIIS), le *think tank* du ministère chinois des Affaires étrangères. Il a été ambassadeur en Iran de 1991 à 1995 et est diplômé de l'université de Pékin.

les relations sino-iraniennes », *Blog Sohu*, 27 juin 2012.

- Zhao Jingfang¹⁵, « Résoudre le dilemme énergétique : politique étrangère et solutions militaires », *Shijie zhishi*, n° 18, 2012.

- Chu Zhaogen¹⁶, « Les sanctions iraniennes et le dilemme chinois », *Fenghuang zhoukan boke* - *Phoenix Weekly blog*, 21 juin 2010.

En quête de sécurité énergétique et se reposant de plus en plus sur le pétrole importé pour alimenter sa croissance, Pékin a construit au cours des dix dernières années une relation étroite avec l'Iran, ce qui l'a de fait impliqué dans les problématiques et tensions moyen-orientales. Les académiques chinois notent tous que la relation de la Chine avec l'Iran est étroitement liée au programme nucléaire iranien, aux relations Chine-États-Unis, et même à la guerre civile en Syrie. Alors que les États-Unis, l'Union européenne (UE) et d'autres pays appellent la Chine à jouer un rôle plus actif dans la résolution de la crise nucléaire iranienne, et notamment dans l'application des sanctions, les auteurs sélectionnés doutent des intentions réelles de ces acteurs et conseillent à la Chine de poursuivre la défense de ses intérêts économiques et sécuritaires dans la région sans se soucier des critiques extérieures.

Les relations sino-iraniennes dans l'ère Rohani

L'élection de Hassan Rohani comme nouveau président de la République islamique d'Iran en juin 2013, après huit années de présidence de

¹⁵ Zhao Jingfang est lieutenant colonel de l'APL et professeur associé au département de recherche stratégique de l'université de défense nationale. Il est docteur en sciences militaires.

¹⁶ Chu Zhaogen est chercheur en questions internationales et stratégiques à l'académie des sciences sociales du Zhejiang, et intervient régulièrement dans les médias. Il est diplômé de l'université de Nankin.

Mahmoud Ahmadinejad, a nourri les espoirs internationaux d'une amélioration des relations extérieures iraniennes, et de possibles progrès sur la question nucléaire. Modéré, en comparaison avec les autres candidats du Conseil des gardiens [de la Constitution] (监护人委员会, *jianhuren weiyuanhui*), présidé par le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, Rohani a promis de renforcer les relations du pays avec la Chine, et ce avant même qu'il ne prenne ses fonctions, en août¹⁷. Zhao Kejin décrit Rohani comme un « conservateur modéré » (温和保守派, *wenhe baoshoupai*), et voit dans sa victoire un signe de changement dans la vie politique iranienne. L'ancien ambassadeur en Iran Hua Liming affirme que la candidature de Rohani a suscité un taux de participation élevé, menant à sa victoire, ce qui montre le désir de réforme – économique notamment – du peuple iranien¹⁸. Zhao Kejin, quant à lui, conseille aux commentateurs de ne pas se fonder hâtivement sur des promesses de campagne, mais d'attendre que Rohani mette en œuvre des politiques concrètes pour formuler leur jugement.

Zhao Kejin explique que, même si Rohani présente un agenda réformiste, son pragmatisme politique sera limité par l'échiquier politique dans lequel il évolue, sur le plan tant interne qu'externe. À l'intérieur, les pressions de l'ayatollah Khamenei et des conservateurs font que le nouveau président ne peut complètement s'émanciper de leur position établie. Sur la scène internationale, Rohani fait face à un problème fondamental en termes de géographie et d'identité – l'Iran est un pays chiite engagé dans une

confrontation idéologique avec la région arabe sunnite¹⁹. Tout dirigeant iranien, quelle que soit son inclination politique, entretiendra en conséquence une armée forte. C'est cette menace que les États-Unis, qui ont fait de l'Iran un « ennemi stratégique imaginaire » (战略假想敌, *zhanlüe jiaxiangdi*) après Saddam Hussein, utilisent pour justifier leur contrôle sur le Golfe persique. Rohani n'a donc en définitive que peu de marge de manœuvre, puisque les États occidentaux ne chercheront pas l'amélioration des relations avec Téhéran. L'ambassadeur Hua pense également que le nouveau président n'aura pas les moyens de changer les politiques nucléaire et syrienne de l'Iran.

Zhao et Hua sont optimistes quant au futur de la relation Chine-Iran. Ils ne prévoient pas de changement majeur dans la politique chinoise de l'Iran, puisque les intérêts des deux pays sont concordants sur nombre de sujets, en particulier sur les exportations de pétrole. Zhao soutient que Rohani voit la Chine comme une « opportunité stratégique » (战略机遇, *zhanlüe jiyu*) de se libérer de l'impasse diplomatique dans laquelle elle se trouve avec l'Occident. Cependant, Chu Zhaogen admet que les produits chinois à bas prix nuisent au secteur industriel iranien et à l'emploi. Il ajoute néanmoins que les iraniens ne s'expriment pas ouvertement sur le sujet en raison des restrictions dont souffre la liberté d'expression dans le pays.

Une menace américaine en toile de fond

Dai Xu, Zhao Jingfang et Chu Zhaogen voient tous l'Iran à travers le prisme stratégique de la relation Chine-États-Unis, et considèrent l'Iran comme un rempart efficace contre la pression américaine. Cela les amène à douter des intentions américaines envers la Chine

¹⁷ « En Iran, Rohani promet le développement des liens avec la Chine », Xinhua, 27 juin 2013.

¹⁸ Les commentaires de Hua concernant l'élection de juin 2013 sont repris d'une interview par des médias chinois. Voir Shi Xianzhen, « Experts : L'élection le Rohani ne peut qu'améliorer les relations sino-iraniennes, elle n'aura pas d'impact négatif », *Fengcheng wanbao*, 16 juin 2013.

¹⁹ Notons ici que, dans son article, Zhao identifie de manière erronée l'Iran comme un pays à majorité sunnite : « 更何况伊朗是逊尼派主导的穆斯林国家 ».

et les relations chinoises avec le Moyen-Orient. L'un des thèmes centraux de leur analyse est celui de la sécurité énergétique en tant que vulnérabilité stratégique pour le développement chinois, que les États-Unis pourraient exploiter afin de contenir la Chine ou d'affaiblir sa croissance.

L'action des États-Unis au Moyen-Orient nuit aux intérêts économiques chinois, et l'Iran n'est qu'un exemple parmi d'autres de cette politique. Soulignant le lien que certains voient en Chine entre les sanctions américaines contre l'Iran et la volonté américaine de contenir Pékin, Chu ajoute que « certaines personnes pensent même que les nouvelles sanctions contre l'Iran visent à porter atteinte aux intérêts commerciaux et stratégiques chinois ». Cependant, il note que la déclaration conjointe sino-américaine sur la coopération en matière de sécurité énergétique²⁰ a amené les États-Unis à demander au Qatar et aux Émirats Arabes unis d'accroître leurs exportations de pétrole vers la Chine pour contrebalancer l'effet des sanctions contre l'Iran.

Bien que les auteurs considèrent un conflit direct entre la Chine et les États-Unis comme improbable, ils voient l'Iran comme un facteur important susceptible d'intervenir dans la

²⁰ En anglais : « US-China Joint Statement on Energy Security Cooperation ». Cette déclaration a été annoncée pendant le Dialogue stratégique et économique sino-américain de 2010. Voir : US Department of State. US-China Joint Statement on Energy Security Cooperation. Washington, DC : Office of the Spokesperson, 25 mai 2010.

compétition sino-américaine. Malgré une opposition chinoise à l'ordre international – mené par l'Occident – largement dirigée vers les États-Unis, Chu explique qu'une confrontation directe entre les deux pays serait trop lourde de conséquences pour Pékin aujourd'hui. Zhao Jingfang affirme que, puisque les armements nucléaires chinois et américain rendent une guerre improbable, les États-Unis doivent trouver une autre faiblesse à exploiter – l'énergie. Il ajoute que le chantage énergétique a été utilisé historiquement par la « puissance hégémonique »²¹ (霸权国, *baquanguo*) pour gérer l'émergence de nouvelles puissances.

« Préoccupé par le programme nucléaire iranien, Chu voit dans la position chinoise un équilibre délicat entre les intérêts chinois et la responsabilité de la Chine en tant que grande puissance – avec une influence américaine en coulisse. »

Les intérêts chinois en Iran et en Syrie sont étroitement liés, selon Dai Xu, à la survie de la Chine dans le cadre de la compétition sino-américaine. Revenant sur l'implication de la Chine dans la « guerre pour résister à l'Amérique et aider la Corée », Dai pense que Pékin devrait soutenir les efforts iraniens pour « résister à l'Amérique et aider la Syrie » (抗美援朝, *kangmei yuanxu*). Dai pense que l'Iran soutient la Syrie car les deux pays

partagent un destin commun, et il soutient l'acheminement par l'Iran de combattants du Hamas et du Hezbollah vers la Syrie. La chute du « régime Assad » (阿萨德政权, *A Sade zhengquan*) mènerait à un régime fantoche soutenu par les États-Unis et l'UE, fournissant une base pour l'encercllement militaire de l'Iran par les États-Unis. Après avoir conquis le Moyen-Orient, les États-Unis s'attaqueraient à la Russie puis à la Chine. C'est pourquoi la Chine doit ignorer les critiques américaines et devrait plutôt protéger ses intérêts en s'alliant

²¹ En Chine, le terme est un terme commun pour désigner les États-Unis.

à la Russie, à l'Iran et au Pakistan dans une « Grande Communauté eurasiennne » (大欧亚共同体, *da'ouya gongtongti*), et ainsi faire échouer le projet américain visant à morceler le territoire eurasiennne.

Le pétrole iranien essentiel pour la sécurité énergétique chinoise

Chu Zhaogen et Zhao Jingfang constatent l'importance de l'Iran en tant que source d'importations pétrolières, mais pensent que Pékin devrait faire davantage pour assurer sa sécurité énergétique. Chu affirme que la Chine a besoin de bonnes relations avec l'Iran pour éliminer les risques pesant sur sa sécurité énergétique. Il note que, en 2009, la Chine a dépassé l'Union européenne pour devenir le principal partenaire commercial de l'Iran, et une part importante de ces relations reposait sur le statut de l'Iran comme troisième fournisseur de pétrole à la Chine²². Chu souligne que les investissements chinois dans le champ pétrolier de Yadavaran et le champ gazier de South Pars sont des actifs clés pour la sécurité énergétique de la Chine dans le futur. Hua affirme que la sécurité énergétique chinoise est d'ailleurs un facteur important dans la prise de décision chinoise dans le dossier nucléaire iranien.

Zhao Jingfang, qui écrit dans un journal rattaché au ministère chinois des Affaires étrangères, décrit la situation énergétique chinoise et regrette le manque de lucidité de Pékin concernant l'importance de sa sécurité énergétique, notamment en relation avec son développement économique, sa stratégie nationale et la compétition sino-américaine.

²² L'Iran fournit en 2013 environ 7,5 % du pétrole importé par la Chine, derrière l'Arabie Saoudite et l'Angola. L'Iran fournissait 11 % du pétrole importé en Chine en 2011. Sources : Wayne Ma et Tennille Tracy, « Sanctions Gap Allows China to Import Iranian Oil », *Wall Street Journal*, 21 août 2013 ; US Energy Information Agency, « China », 22 avril 2013.

Zhao et Chu affirment que la Chine dépend du pétrole étranger pour son économie mais ne contrôle pas sa sécurité énergétique à l'étranger. Chu continue en expliquant que la Chine doit se soucier de son accès à l'énergie, mais aussi de ses voies d'approvisionnement, contrôlées par les États-Unis et leurs alliés. Zhao pense que les intérêts de Pékin sont vulnérables car le pays n'a pas de « protection militaire » (军事保障, *junshi baozhang*) de ses principales sources de production ou de ses voies d'approvisionnement. Or, l'accès à l'énergie ne peut être seulement assuré par les marchés et l'argent. L'auteur s'appuie sur les données régulièrement citées selon lesquelles 90 % de l'énergie importée par la Chine transite par voies maritimes – dont 80 % par le détroit de Malacca – pour souligner les risques que la situation énergétique chinoise actuelle fait peser sur la sécurité nationale du pays. Il affirme par ailleurs que des tierces parties sont les victimes involontaires du conflit géopolitique entre les États-Unis et l'Iran, mais ne cite que le Japon et la Corée comme pays contraints de diminuer leurs importations de pétrole iranien, malgré les efforts apparents de la Chine pour réduire ses importations en 2012.

Comme solution à la situation énergétique périlleuse de la Chine, Zhao Jingfang suggère une stratégie en plusieurs points, fondée sur la préparation militaire et une politique extérieure holistique incluant la sécurité énergétique. La Chine devrait cultiver un ou deux « pivots énergétiques » (能源支点国家, *nengyuan zhidian guojia*) dans le golfe Persique, en Afrique, en Asie centrale et en Amérique. Cela implique de créer des lignes d'approvisionnement à travers le Pakistan, la Birmanie et Singapour. Il est intéressant de noter que Zhao ne mentionne pas l'Iran, malgré les intentions affichées des gouvernements iranien et chinois d'étendre l'oléoduc Iran-Pakistan jusqu'à la Chine²³.

²³ « Iran-Pakistan Gas Pipeline Could be Extended to China », *The Times of India*, 24 août 2013.

La Chine devrait également intégrer la sécurité énergétique dans sa planification militaire et développer les champs pétroliers et gaziers domestiques, notamment dans les mers de Chine orientale et méridionale, avec ou sans coopération internationale.

L'impact du programme nucléaire iranien et des sanctions

Le programme nucléaire iranien est généralement considéré comme un problème annexe dans les relations Chine-Iran et un problème qu'il revient aux États-Unis de résoudre. Préoccupé par le programme nucléaire iranien, Chu voit dans la position chinoise un équilibre délicat entre les intérêts chinois et la responsabilité de la Chine en tant que grande puissance – avec une influence américaine en coulisse. Chu pense que le soutien de la Chine aux sanctions n'a pas affecté les relations sino-iraniennes, puisque la Chine et la Russie ont affaibli la dernière série de sanctions. Cependant, il prévient que la Chine ne peut pas défendre l'Iran aveuglément, puisque Pékin doit défendre le régime international de non-prolifération, tout en laissant la porte ouverte à une médiation. Soulignant ses doutes sur la question nucléaire iranienne, Zhao Kejin ne se réfère pas au « programme d'armement nucléaire » (核武器项目, *hewuqi xiangmu*) mais seulement au « programme de recherche et développement nucléaire » (核研发, *heyafan*) iranien.

Sans mentionner le programme nucléaire iranien, Zhao Jingfang lie le problème des sanctions au citoyen chinois moyen – les prix du pétrole et l'inflation vont-ils augmenter en raison d'une baisse des importations de pétrole iranien ? Pour illustrer ce point, il cite un rapport de la banque d'investissement Morgan Stanley, qui montre qu'une augmentation de 10 dollars des prix du pétrole coûte à l'économie chinoise

0,315 point de croissance en moyenne, et 0,315 point en subventions à la consommation²⁴. Néanmoins, il ne fait aucune recommandation pour concilier les inquiétudes que fait naître le programme iranien et les intérêts économiques chinois.

Hua rejoint Chu en affirmant que la Chine veut s'assurer que l'Iran ne possède pas d'armes nucléaires, mais affirme que les États-Unis se méfient de la relation sino-iraniennne et utilisent la politique iranienne de la Chine pour tester son engagement à devenir une « puissance responsable » (负责任大国, *fuzeren daguo*). Il affirme que la discussion sur les sanctions dépasse le désaccord traditionnel avec les États-Unis sur les principes de politique extérieure et affecte directement les intérêts économiques et énergétiques chinois en Iran. Il ajoute que, bien que les États-Unis n'aient pas puni jusqu'ici les entreprises pétrolières chinoises en Iran, ils ont freiné leurs activités commerciales²⁵.

Hua considère que l'Iran constitue une question cruciale dans les relations sino-américaines, et les États-Unis un facteur déterminant dans les relations sino-iraniennes. Les États-Unis ne peuvent pas attendre de la Chine qu'elle adhère à leur politique iranienne, car ce serait ignorer les importants intérêts économiques de la Chine en Iran. Les frictions sur le sujet sont donc inévitables. Dans son analyse finale, Chu conclut que l'Iran a plus besoin de la Chine que la Chine n'a besoin de l'Iran, et Hua que les États-Unis devraient respecter la relation entre la Chine et l'Iran.

²⁴ L'auteur n'a pas pu vérifier l'existence des données de Morgan Stanley en question, mais des rapports antérieurs de cette banque montraient l'existence d'une telle corrélation entre l'augmentation du prix du pétrole et la croissance du PIB des pays en développement. Voir « La demande de pétrole influencée par la hausse des prix », *Xinhua*, 15 octobre 2004.

²⁵ Wayne Ma and Tennille Tracy, « Sanctions Gap Allows China to Import Iranian Oil », *Wall Street Journal*, 21 août 2013.



3. Engagement et non-interférence : le cas de la Syrie

ANTOINE BONDAZ

SOURCES :

- Éditorial de Zhong Sheng²⁶, « On ne peut pas autoriser une intervention extérieure pour changer un régime », *Renmin wang*, 17 juillet 2012.
- Interventions de l'ambassadeur chinois Li Baodong²⁷ lors des réunions du Conseil de sécurité des Nations unies, 12 mars et 19 juillet 2012.
- Le Yucheng²⁸, « Les relations de la Chine avec le monde à un nouveau point de départ », discours prononcé au CIIS, 10 avril 2012.
- Li Weijian²⁹, « La crise syrienne et la position chinoise », *Zhongguo gaige*, n° 8, 2012.
- Li Weijian, « Les enseignements pour la Chine des discours internationaux portant

²⁶ Éditorialiste récurrent, aux vues et au ton souvent nationalistes, du *Quotidien du Peuple*.

²⁷ Disponible sur : <http://www.un.org/en/sc/meetings/records/2011.shtml>.

²⁸ Ministre assistant des Affaires étrangères en charge de la prospective, des affaires étrangères concernant Hong-Kong, Macao et Taïwan, de la traduction et de l'interprétiariat.

²⁹ Chercheur au Shanghai Institute for International Studies (SIIS) et directeur de l'Association chinoise d'études sur le Moyen-Orient.

sur les changements au Moyen-Orient », *Alabo shijie yanjiu*, n° 3, 2013.

- Qu Xing³⁰, « La Charte des Nations unies, la responsabilité de protéger et le problème syrien », *Guoji wenti yanjiu*, n° 2, 2012.

- Yan Xuetong³¹, « Les avantages et les inconvénients du veto chinois en Syrie », article publié sur le blog *Sohu* de Yan Xuetong, 8 février 2012.

Le soulèvement populaire syrien de mars 2011 s'est progressivement transformé en une violente guerre civile. En juillet 2013, ce conflit intra-étatique avait déjà fait plus de 100 000 morts selon l'ONU. Face à la « crise syrienne », la communauté internationale demeure divisée : alors que les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Turquie et les pays du Golfe (en particulier l'Arabie Saoudite et le Qatar) soutiennent officiellement l'opposition armée au régime de Bachar el-Assad, certains pays émergents (Inde, Brésil et Afrique du Sud) sont plus circonspects. Pour leur part, la Russie et la Chine refusent de faire pression sur le régime de Bachar el-Assad.

La Chine, de pair avec la Russie, a ainsi exercé trois fois son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU) – le 4 octobre 2011, le 4 février 2012 et le 19 juillet 2012 – contre des projets de résolution soutenus par les puissances occidentales. La Chine n'avait utilisé son droit de veto au CSNU que six fois depuis 1971³². Cette position lui a valu de nombreuses critiques, principalement

³⁰ Ancien diplomate en poste à Paris, Qu Xing est directeur du Chinese Institute of International Studies (CIIS).

³¹ Doyen de l'institut de relations internationales modernes de l'université Tsinghua à Pékin, son article est disponible sur : <http://yanxuetongvip.i.sohu.com/blog/view/203112403.htm>.

³² 1972 (admission du Bangladesh à l'ONU et situation au Moyen-Orient et en Palestine), 1997 (Birmanie), 1999 (Yougoslavie), 2007 (Birmanie) et 2008 (Zimbabwe). Dans la moitié des cas, il s'agissait d'un double veto sino-russe.

occidentales. Ainsi, l'ambassadeur français à l'ONU déclarait le 4 février 2012 que la Chine et la Russie « se rend[ai]ent complices de la politique de répression du régime de Damas » et qu'elles s'étaient « aligné[s] sans scrupule sur un régime qui massacre son peuple »³³. En réponse à ces critiques occidentales, de nombreuses publications chinoises ont cherché à expliquer et à défendre la position de Pékin, tout en critiquant le double jeu des puissances occidentales, accusées de vouloir reproduire le précédent libyen en cherchant à renverser le régime d'el-Assad.

Les justifications officielles aux vétos chinois

La Chine a présenté sa position officielle sur la Syrie à maintes reprises par la voix de son ministère des Affaires étrangères. Cependant, les autorités ont également cherché à multiplier les canaux de communication. Ainsi, en juin 2012, le directeur général du département Asie occidentale et Afrique du Nord du ministère, Chen Xiaodong, accordait une longue interview, unique en son genre, à la chaîne qatari Al-Jazeera afin d'expliquer la politique moyen-orientale chinoise. Cette campagne de communication visait à contrer les critiques occidentales et à expliquer la crainte chinoise de voir les Occidentaux faire des renversements de régime – au nom de la « responsabilité de protéger » (保护的责任, *baohu de zeren*) – une nouvelle norme des relations internationales.

Dans un discours au CIIS³⁴, Le Yucheng, ministre assistant chinois des Affaires étrangères, discute de la vision chinoise du système international et du rôle de la Chine au sein de la communauté internationale.

³³ Pour le discours complet : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/PV.6711&referer=/english/&Lang=F.

³⁴ Le CIIS est un centre de recherche dépendant du ministère des Affaires étrangères.

Il légitime le veto chinois en invoquant la crainte que le « modèle libyen » (利比亚模式, *Libiya moshi*) ne se reproduise. Selon lui, les États-Unis et leurs alliés cherchent à renverser le régime syrien en place en s'abritant sous la « bannière » (旗号, *qihao*) de la « responsabilité de protéger »³⁵, et justifiant ainsi le recours à la force. Appelant à « ne pas oublier les leçons de la Libye » (不能忘记利比亚的教训, *women buneng wangji Libiya de jiaoxun*), il estime que la responsabilité de protéger implique également une « protection responsable » (负责任的保护, *fu zeren de baohu*).

Cette position avait été défendue par l'ambassadeur chinois à l'ONU, Li Baodong, lorsqu'il s'opposait dès le 12 mars 2012 à l'ingérence occidentale dans les affaires intérieures de la Syrie au nom de l'« humanitarisme » (人道主义, *rendao zhuyi*). Le 19 juillet 2012, lors des débats au sein même du CSNU, l'ambassadeur présentait une position chinoise encore plus ferme et critique vis-à-vis des Occidentaux, estimant « qu'un petit nombre de pays [tenait] à s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres pays, à jeter de l'huile sur le feu et à semer la discorde au mépris total d'éventuelles conséquences »³⁶.

Ces arguments étaient déjà présents dans un éditorial du *Quotidien du Peuple* daté du 17 juillet 2012. Ainsi, la souveraineté nationale et la non-interférence dans les affaires internes sont des lignes rouges à ne pas franchir, malgré la volonté de certains acteurs internationaux de renverser des régimes à travers des interventions extérieures. Selon le quotidien, renverser les dirigeants syriens est désormais l'objectif principal de certaines puissances. En effet, ces dernières années, sous couvert de « l'instauration de la démocratie » (推行民主, *tuixing minzhu*) et de « l'humanitarisme »,

³⁵ « 个别国家则热衷于干涉别国内政，煽风点火，挑拨离间，惟恐天下不乱。 »

³⁶ http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/PV.6810&referer=/english/&Lang=F.

les puissances étrangères cherchent des « prétextes pour poursuivre leurs intérêts égoïstes » (谋求私利的幌子, *mouqiu sili de huangzi*).

L'article de Qu Xing, influent directeur du CIIIS, publié en mars 2012, critique quant à lui l'intransigeance occidentale lors des négociations à l'ONU sur le projet de résolution de février 2012. Se référant au droit international, il estime que le projet de résolution des Occidentaux viole de façon flagrante certains principes de base de la charte de l'ONU³⁷, et que ces États ont refusé d'étudier les amendements proposés par la Russie et soutenus par la Chine. Il conclut notamment sur le fait que la « responsabilité de protéger » invoquée par les Occidentaux est un concept dangereux, car vague et d'une utilisation souvent abusive et arbitraire.

Un même objectif pour la Chine et les Occidentaux : la cessation des violences

Li Weijian, responsable des études moyen-orientales du SIIS, a publié deux articles défendant la position chinoise. Dans son article de 2012 il rappelle que, malgré certaines insinuations occidentales, la Chine a très peu d'intérêts matériels en Syrie. Le commerce bilatéral Chine-Syrie était d'environ 2,5 milliards de dollars en 2010 (comparé

à 100 milliards pour le commerce Chine-MENA³⁸, dont 43 milliards avec l'Arabie Saoudite) et représentait moins de 0,10 % du commerce total de la Chine. La même année, les IDE chinois en Syrie (hors secteur financier) ne dépassaient pas 17 millions de dollars, alors que les contrats techniques atteignaient à peine 1,8 milliard de dollars. Moins de trente entreprises chinoises avaient des activités en Syrie et l'on dénombrait moins de 1 000 ressortissants chinois dans ce pays. D'ailleurs, précise-t-il, bien que des entreprises pétrolières chinoises aient des installations en Syrie, la Chine n'importe pas de pétrole syrien, lequel est traditionnellement exporté vers l'Europe (à 95 %).

Considérant la guerre civile syrienne comme une extension de la bataille pour l'hégémonie régionale et un moyen pour Washington de contenir Téhéran, Li Weijian estime que la Chine n'est pas passive face au problème que pose la Syrie. Il présente la Chine comme un médiateur de conflit au Moyen-Orient et

mentionne les efforts chinois de médiation, comme l'envoi d'émissaires spéciaux au premier semestre 2012 (dont l'ambassadeur spécial Wu Sike, l'ancien ambassadeur en Syrie Li Huaxin, ou encore le vice-ministre des Affaires étrangères Zhang Ming).

Il légitime ensuite les vétos chinois en estimant que le vote des résolutions au sein du CSNU obéit à un processus démocratique, la Chine pouvant voter selon son intérêt propre et n'ayant pas à suivre le vote des Occidentaux. De plus, le problème de fond est la multiplication des craintes occidentales

« Ce n'est pas tant la Chine et la Russie qui empêchent une intervention que les capacités limitées des puissances occidentales, qui ne souhaitent de toute façon pas intervenir, de peur d'un embrasement de la région. »

³⁷ Notamment l'alinéa 4, de l'article 2 du chapitre I de la charte des Nations unies : « Les membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies »

³⁸ Moyen-Orient et Afrique du Nord.

concernant l'émergence chinoise, qui entraîne une suspicion permanente et des critiques, quelle que soit la position chinoise.

Enfin, alors que tous les membres du CSNU veulent la cessation des violences, leurs positions divergent sur la manière et les moyens d'y arriver. Les États-Unis et leurs alliés veulent faire pression de façon unilatérale sur le régime d'el-Assad alors que la Chine, consciente que le régime se maintient, que son armée est encore puissante, et que le bain de sang continue, appelle à parler à toutes les parties au conflit.

Dans un deuxième article, publié en 2013, Li Weijian étudie de façon plus générale la politique moyen-orientale de la Chine, symbole du changement de statut du pays, passé d'une simple puissance régionale à une puissance mondiale. Selon lui, la Chine mène désormais une diplomatie plus offensive, au service de ses intérêts, mais manque encore de capacités matérielles et est incapable d'influer sur l'agenda international concernant la région. Face à cet activisme naissant, l'Occident cherche à dénigrer la position chinoise afin de faire perdurer l'idée d'une Chine irresponsable, de mettre à mal les relations entre la Chine et le monde arabe, et de créer une certaine confusion dans le débat public en Chine. Les Occidentaux cherchent également à manipuler leur propre opinion publique en simplifiant à l'extrême la situation : ils affirment soutenir les peuples arabes alors que la Chine soutiendrait les dictateurs. En réalité, les puissances occidentales entendent tirer profit des révoltes arabes aux dépens de la Chine afin de freiner son expansion. Li Weijian estime ainsi que les « révolutions arabes sont manipulées » (被操纵的“革命”, *bei caozong de geming*). Dans le cas de la Syrie, le chercheur estime que critiquer la Chine n'est qu'un prétexte pour masquer l'impuissance de l'Occident à imposer son point de vue et à intervenir.

En effet, ce n'est pas tant la Chine et la Russie qui empêchent une intervention que les capacités limitées des puissances occidentales, qui ne souhaitent de toute façon pas intervenir, de peur d'un embrasement de la région.

Yan Xuetong : la Chine ne gagne rien à intervenir

Dans un article publié sur son blog, le professeur Yan Xuetong cherche lui aussi à contrer les appels occidentaux à un alignement de la Chine.

Aux critiques qui avancent que les deux premiers vétos chinois ont écorné l'image internationale de la Chine, heurté la majorité des pays arabes, et offensé les pays occidentaux, Yan Xuetong répond avec fermeté. Si la Chine et la Russie votaient en faveur de ces résolutions, les groupes rebelles arriveraient au pouvoir. Or, la Chine n'ayant pas été dûment remerciée en 2011 après son abstention lors du vote de la résolution 1973 instaurant une zone d'exclusion aérienne en Lybie, elle ne le sera pas plus en s'abstenant sur la crise syrienne. En outre, les groupes rebelles se tourneraient une fois de plus vers les Occidentaux pour les efforts de reconstruction, limitant les bénéfices matériels potentiels que la Chine tirerait de la chute du régime el-Assad.

Deuxièmement, l'image de la Chine auprès des Occidentaux ne changera pas, et ce quel que soit le vote chinois. Ceux-ci continueront de voir la Chine comme une nation non démocratique, dirigée par un parti unique, et négligeant les droits de l'homme.

Enfin, Yan Xuetong critique le fait que les pays arabes prennent toujours le parti des États-Unis alors même que Washington bloque la résolution du conflit israélo-arabe, et que la Chine a toujours soutenu la Palestine.

Le doyen Yan estime que bloquer les résolutions du CSNU apporte au contraire à la Chine quatre gains « absolus » (绝对, *juedui*). Premièrement, les vétos communs avec la Russie renforcent le partenariat de coopération stratégique avec Moscou ; or, une telle coopération est requise pour faire valoir les intérêts chinois sur la scène internationale. Deuxièmement, tant que la crise en Syrie continue, le risque d'une guerre entre les États-Unis et l'Iran est diminué, tout comme le risque d'une interruption de l'approvisionnement chinois en pétrole iranien. Troisièmement, les pays occidentaux mais aussi arabes réalisent progressivement que le soutien chinois est essentiel pour les affaires moyen-orientales, ce qui confirme le rôle grandissant de la Chine dans la région et dans les affaires internationales. Enfin, le veto chinois démontre aux Occidentaux que la politique étrangère de la Chine ne répond pas qu'à ses intérêts matériels, mais aussi à des principes forts, comme le respect de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays tiers. Finalement, un gain « relatif » (相对, *xiangdui*) est également identifié par l'universitaire : la crise syrienne détourne partiellement l'attention et les capacités des États-Unis de la Chine et de la zone Pacifique.

Répondant aux critiques occidentales sur les vétos chinois, les universitaires chinois insistent ainsi sur le nouveau rôle de la Chine sur la scène internationale. Pékin est devenu un acteur incontournable, si ce n'est un médiateur, dans les affaires globales. Autrefois cantonnée aux problématiques asiatiques, la Chine est devenue un acteur de premier plan dans des régions plus lointaines comme le Moyen-Orient, du fait notamment de la diversification et de l'accroissement de ses intérêts dans cette région. Mais, si la Chine souhaite s'impliquer davantage, elle refuse de s'aligner automatiquement sur la position occidentale, comme le montre le cas syrien.



4. Soudans : la diplomatie chinoise depuis la partition

MARTINA BASSAN

SOURCES :

- Liu Hongwu³⁹ et Xiao Yuhua⁴⁰, « Réflexions sur la situation sécuritaire dans la Corne de l'Afrique », *Xiandai guoji guanxi*, 3, 2012, pp. 32-38.
- Zhang Chun⁴¹, « Comment la Chine peut-elle juger les affaires domestiques du Soudan du Nord et du Soudan du Sud ? », *Dongfang zaobao*, 2 mai 2012.
- Yang Zhenfa⁴², « Opportunités et défis de la coopération pétrolière entre la Chine et le Soudan du Sud », *Xiya feizhou*, n°3, 2102, pp. 90-106.

Le Soudan historique, composé depuis 2011 de deux États distincts, le Soudan (du Nord) et le Soudan du Sud, n'en demeure pas moins

³⁹ Liu Hongwu est directeur de l'institut d'études africaines de l'université normale du Zhejiang. Ses recherches portent notamment sur les relations sino-africaines et les questions de développement en Afrique.

⁴⁰ Xiao Yuhua est chercheur à l'institut d'études africaines de l'université normale du Zhejiang.

⁴¹ Zhang Chun est directeur adjoint du centre d'études sur l'Afrique et l'Asie occidentale au Shanghai Institute for International Studies (SIIS).

⁴² Yang Zhenfa est chercheur à l'institut d'études internationales de l'université de Yunnan.

un pays clé dans la politique africaine de la Chine. En raison de sa coopération pétrolière de grande envergure avec Pékin, il constitue pour les entreprises chinoises installées en Afrique un « premier modèle et une première base stratégique d'expansion vers d'autres territoires et pays du continent »⁴³. Dès lors, toute instabilité – économique, politique ou sociale – de cette région est vue par Pékin comme une menace potentielle pour ses intérêts. Ainsi, le conflit au Darfour avait amené le gouvernement chinois à nommer en mai 2007 un représentant spécial pour les affaires africaines – Liu Guijin, remplacé en 2012 par Zhong Jianhua. De même, la proclamation de l'indépendance du Soudan du Sud, le 9 juillet 2011, a créé de nouveaux espaces d'action pour la Chine, mais sans favoriser pour autant sa position dans la région. En effet, les articles sélectionnés ici analysent avant tout les nouveaux défis auxquels la diplomatie chinoise est appelée à faire face depuis la partition. Pékin doit composer avec un panorama politique, économique et sécuritaire encore plus instable, en raison de la situation interne au Soudan du Sud, de l'aggravation des tensions avec le Nord, et de l'attitude d'autres puissances étrangères – notamment les États-Unis – vis-à-vis des deux pays.

L'économie sud-soudanaise : entre règne du pétrole et crise économique

D'après Yang Zhenfa et Zhang Chun, l'un des principaux problèmes du Soudan du Sud demeure sa dépendance excessive au pétrole. Disposant de plus de 80 % des réserves pétrolières du Soudan d'avant la partition, l'économie du pays est presque exclusivement fondée sur ses revenus pétroliers. En 2011, 98 % des recettes fiscales du pays provenaient de ce secteur. Riche en ressources, le

⁴³ Selon Yang Zhenfa : « 苏丹是与中国第一个大规模进行石油合作的非洲国家,也是中国石油公司进入非洲的一个典范及向其他非洲国家和地区发展的战略基地 », p. 90-91.

Soudan du Sud ne détient cependant pas les infrastructures nécessaires pour le transport et l'exportation du pétrole (pipelines, ports, etc.). En conséquence, l'ensemble de ses exportations est contrôlé par son voisin du Nord, le Soudan, notamment via les deux principaux pipelines permettant d'acheminer le pétrole brut sud-soudanais jusqu'à la mer Rouge. Cette situation est extrêmement instable et a même mené à une interruption de plus d'un an des échanges entre le Sud et le Nord en janvier 2012, en raison d'un contentieux sur la tarification du transit pétrolier⁴⁴. Cette « action suicidaire » (武行动, *zishashi xingdong*), selon Zhang Chun, aurait fait perdre aux deux pays plusieurs milliards de dollars⁴⁵.

De plus, prévient Yang, comme la marge de profit sur les ventes internationales de pétrole dépend de variables extérieures, si les revenus publics sud-soudanais continuent de dépendre des exportations, le développement du pays et de son industrie pétrolière restera menacé, voire compromis. Enfin, selon l'auteur, les perspectives de prospection pétrolière au Soudan du Sud sont limitées. Selon les données de la Banque mondiale, la production de pétrole sud-soudanais a atteint son niveau le plus haut en 2012, environ 527 000 barils/jour. Si l'on ne découvre pas d'autres gisements, la production pétrolière pourrait commencer à décliner dès 2015, et cela drastiquement. Aujourd'hui, les seules zones qui n'ont pas

⁴⁴ En raison d'un désaccord persistant sur la tarification du transit pétrolier, Khartoum a saisi en décembre 2011 des cargaisons de pétrole sud-soudanais. Juba a alors décidé de suspendre sa production de pétrole, en proclamant sa volonté de chercher de nouvelles voies d'exportation. Le transport de pétrole n'a repris qu'un an après, le 4 août, quand le Soudan et le Soudan du Sud ont accepté de mettre fin au contentieux et proclamé la reprise des exportations.

⁴⁵ Dépêche AFP, « Soudan : le pétrole du sud traverse le pays », *Le Figaro - Flash Éco*, 14 avril 2013. Voir : <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2013/04/14/97002-20130414FILWWW00088-le-petrole-sud-soudanais-par-le-soudan.php>.

fait l'objet d'une exploration pétrolière sont les régions méridionales, dont le potentiel demeure incertain. Enfin, il reste à résoudre les problèmes de gestion des frontières et des gisements situés dans les zones contestées, notamment celui de la région disputée d'Abyei⁴⁶. Si les deux pays n'arrivent pas à trouver un accord pour la répartition et la gestion des zones transfrontalières, la stabilité régionale restera menacée, tout comme les investissements et la sécurité des approvisionnements de la Chine.

Le Soudan : l'intervention de l'Occident et la « guerre par procuration »⁴⁷

En ce qui concerne le Soudan, Xiao Yuhua et Liu Hongwu soulignent surtout la position ambiguë de l'Occident dans les affaires de la région. Ils rappellent que, à la suite de l'indépendance du Sud, le Soudan a perdu 1/4 de son territoire, 1/5 de sa population et la majeure partie de ses ressources pétrolières actuellement exploitées. Malgré cela, « l'Occident n'a pas encore levé les sanctions imposées au Soudan, et d'ailleurs, dans le conflit frontalier entre le Soudan et le Soudan du Sud, les pays occidentaux ont pris le parti du Sud »⁴⁸. Selon les auteurs, ces sanctions ont exacerbé les problèmes de sécurité au Soudan et renforcé l'autoritarisme soudanais dans la gestion des affaires publiques.

D'après les deux chercheurs, l'intervention des puissances occidentales doit également être mise en perspective avec la nouvelle stratégie diplomatique des États de la Corne de l'Afrique de « guerre par procuration ».

⁴⁶ Région convoitée par les deux États car riche en pétrole.

⁴⁷ 代理人战争, *dailiren zhanzheng*.

⁴⁸ Liu et Xiao, p. 34 : « 西方国家对苏丹的制裁仍未解除, 并在南, 北苏丹边境冲突中偏袒南苏丹 ».

Ces États s'appuient sur l'interventionnisme des puissances occidentales pour mener une guerre indirecte contre leurs voisins gênants. Par exemple, selon Xiao et Liu, le Soudan du Sud cherche ainsi à « créer des opportunités d'intervention occidentales » (在给西方的干涉制造机会, *zai gei xifang de ganshe zhizao jihui*) entre les deux Soudans, et en faveur du Sud, pour faire pression sur le gouvernement soudanais. Pour ce faire, les forces armées du Soudan du Sud appellent régulièrement la communauté internationale à renforcer son action dans la région, pour prévenir une crise humanitaire. Ce fut notamment le cas,

« Le principe diplomatique chinois de non-ingérence reste la pierre angulaire de la coopération pétrolière entre la Chine et les deux Soudans. »

notent Xiao et Liu, lors des bombardements meurtriers des zones frontalières par les forces de Khartoum. Ces événements avaient permis d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation aux Soudans, et nourri un débat intense sur la nécessité d'une intervention humanitaire.

Les États-Unis, acteur « en coulisses »⁴⁹ de la partition

Xiao et Liu s'accordent pour dire que les États-Unis représentent le « facteur exogène clé » (关键外部因素, *guanjian waibu yinsu*) dans la région. D'après Zhang Chun, la partition du Soudan et les conflits et tensions résultant sont étroitement liés à l'accord de paix signé en 2005 sous la pression américaine⁵⁰. Cet accord est souvent critiqué pour son manque de clarté quant aux mesures à mettre en place pour assurer une partition pacifique. Mais Xiao et Liu critiquent surtout les suites qui

⁴⁹ 幕后, *muhou*.

⁵⁰ Les auteurs se réfèrent au Comprehensive Peace Agreement, un ensemble de protocoles signé en 2005 entre le Mouvement de libération populaire du Soudan du Sud et le gouvernement du Soudan, et dont objectif principal était de mettre fin à la deuxième guerre civile soudanaise.

ont été données à ce texte : ils rappellent que l'objectif initial de cet accord était d'accélérer l'unification du Soudan, et non sa partition.

Pour Yang, les États-Unis sont responsables de ce résultat contradictoire, et constituent « le principal acteur en coulisses de l'indépendance du Soudan du Sud » (美国是南苏丹独立的主要幕后推手之一, *meiguo shi nan sudan duli de zhuyao muhou tuishou zhiyi*). Cette intervention est par ailleurs un signal du retour des États-Unis au Soudan. L'intérêt des États-Unis pour la question soudanaise est lié, d'après Xiao et Liu, à la stratégie américaine de lutte antiterroriste. Dans le cas spécifique de la Corne de l'Afrique, il s'agit de renforcer la coopération avec les pays alliés de la région, et de promouvoir des missions de formation militaire et de soutien logistique. Pour les États-Unis, le but est d'« aligner leur aide au développement en Afrique avec leurs intérêts diplomatiques et stratégiques »⁵¹. C'est pourquoi, aujourd'hui, le Soudan du Sud est le troisième pays de destination de l'aide au développement américaine : rien qu'en 2010, le gouvernement américain a fourni 300 millions de dollars d'aide au Soudan du Sud. De plus, en 2011, le département américain du Commerce a réajusté sa politique d'exportation vis-à-vis du Soudan du Sud, avec pour objectif d'encourager les compagnies américaines à y investir.

Mais l'engagement américain au Soudan du Sud reste limité, et Washington favorise une « attitude attentiste » (观望状态, *guanwang zhuantai*), qui vient contredire les bonnes intentions et promesses américaines. D'après Yang, les États-Unis craignent que le Soudan puisse profiter des investissements américains dans le pétrole du Sud, au travers des profits provenant de la coopération pétrolière entre les deux pays. Cela expliquerait pourquoi la « diplomatie américaine reste compliquée et

⁵¹ « 其目的, 就是将美对非的发展援助与美外交利益和国家安全整合在一起 »

contradictoire » (外交心态上是复杂和矛盾的, *waijiao xintai shang shi fuza he maodun de*) envers le Soudan du Sud. Pour Yang, les États-Unis ne cessent de « tergiverser » (犹豫不决, *youyubujue*) sur leur retour en Afrique. Selon Zhang, cette attitude met encore plus en évidence le décalage entre le « soutien sincère » (真诚支持, *zhencheng zhichi*) de la Chine pour une solution africaine à ces tensions, et les « promesses vides » (空头支票, *kongtou zhipiao*) des États-Unis. D'après lui, Washington, qui proclame sa volonté de soutenir l'Afrique, veut en réalité se soustraire à ses responsabilités. Pour toutes ces raisons, les puissances occidentales « ne peuvent pas appeler la Chine à prendre ses responsabilités, alors que les États-Unis sont les principaux responsables »⁵² de l'instabilité chronique au Soudan.

La position de la Chine et la question de l'ingérence

La Chine est aujourd'hui le principal investisseur au Soudan du Sud et le premier acheteur du pétrole de ce pays. C'est pourquoi, à la suite du développement et de l'intensification des tensions entre le Soudan et le Soudan du Sud, demande a été faite à la Chine de jouer le rôle de médiateur. Mais c'est un rôle que Pékin assume avec réticence. En effet, compte tenu des intérêts chinois dans ces territoires, toute intervention de Pékin dans la relation entre le Nord et le Sud pourrait affecter l'image de la Chine dans la région, et contredire ses principes fondamentaux d'action responsable à l'étranger et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'États tiers. Ainsi, la Chine ne peut prétendre s'imposer comme juge ou arbitre dans les disputes des deux voisins soudanais, explique Zhang Chun. À la différence de l'Occident, la Chine n'a jamais imposé de conditions dans son processus d'attribution d'aide au Soudan, et le principe diplomatique chinois de non-ingérence reste

⁵² « 不能让人强调中国责任而忘记了美国的首要责任 »

la pierre angulaire de la coopération pétrolière entre la Chine et les deux Soudans.

Plus généralement, expliquent Xiao et Liu, même si certains pays africains espèrent que la Chine pourrait participer plus activement à la construction de la paix et de la sécurité en Afrique, leurs attentes sont en réalité vaines. D'une part, les capacités logistiques de Pékin sont limitées, la Chine pouvant difficilement envoyer des troupes si loin de son territoire. D'autre part, la méfiance des grandes puissances étrangères envers la Chine réduit considérablement son espace d'action potentiel.

En revanche, la volonté politique de Pékin de résoudre le contentieux entre les deux pays à travers le dialogue et les consultations s'est révélée efficace en plusieurs occasions⁵³. C'est pour cette raison que, d'après Xiao et Liu, dans sa participation au processus de sécurisation de la Corne de l'Afrique, la Chine doit continuer à agir dans le respect du principe de non-ingérence, tout en s'impliquant plus activement et de façon « constructive » (建设性, *jiànshèxìng*). Zhang Chun rejoint ici ses deux confrères : selon lui, le champ d'action unilatérale de la Chine étant limité, la voie multilatérale doit être privilégiée, en laissant aux Nations unies et à l'Union africaine une plus grande marge de manœuvre. Même si les premiers ont été souvent accusés d'être affectés par une certaine « paralysie » (瘫痪, *tānhuān*), et la seconde de faire preuve de « lenteur » (迟钝, *chídùn*), la Chine a encore

besoin de ces deux acteurs, et continuera de les soutenir, non seulement au Soudan du Sud, « microcosme d'Afrique » (非洲的缩影, *feizhou de suoying*), mais aussi dans tout le reste du continent africain.

⁵³ Entre le 10 et le 13 mars 2012, quelques mois après l'interruption du transit pétrolier entre le Sud et le Nord, l'ambassadeur Zhong Jianhua, envoyé spécial du gouvernement chinois en Afrique, s'est rendu lors de deux visites séparées au Soudan et au Soudan du Sud, pour encourager les deux parties à résoudre le contentieux par le dialogue. Le 13 mars 2012, les représentants des deux pays se sont rencontrés en Éthiopie, à Addis-Abeba, où ils ont signé un accord préliminaire, notamment au sujet de la délimitation de la frontière.

REPÈRES

5. La campagne de lutte contre les rumeurs sur Internet

CLÉMENCE MIRGALET

SOURCES :

- Liu Jun et Ju Jing⁵⁴, « L'endroit et l'envers du décor de la lutte contre les rumeurs sur Internet », *Nanfang zhouno - Southern Weekend*, 5 septembre 2013.
- Chen Litong⁵⁵, « Jusqu'à quel point doit-on craindre les rumeurs ? », article publié sur le blog de l'auteur, hébergé par le site de Caijing, 17 septembre 2013.
- Qiao Xiaxiong⁵⁶, « Un point de vue sur le mouvement actuel de lutte anti-rumeurs », *Gongshi wang*, 10 septembre 2013.

Le 8 août 2013, les autorités centrales chinoises ont lancé une plateforme en ligne

⁵⁴ Liu Jun et Ju Jing sont journalistes au Nanfang zhouno.

⁵⁵ Avocat, formé à Pékin, New York et Washington, associé et directeur de la stratégie de la filiale du cabinet d'avocats américain McDermott, Will and Emery à Shanghai.

⁵⁶ Pseudonyme, signifiant littéralement "ours sous le pont". Étant donné la qualité et le sérieux à la fois de la publication (*Gongshi Wang*) et des articles de l'auteur en général (qui publie régulièrement sur le sujet de la répression internet), nous avons choisi d'inclure cet article d'opinion dans nos sources.

consacrée à la « lutte anti-rumeurs » (打击谣言, *daqi yaoyan*), avec le soutien de six grandes entreprises Internet du pays, dont le moteur de recherche Baidu et le site de microblogging Sina Weibo. Les rumeurs étant considérées par le pouvoir comme de potentiels facteurs de déstabilisation sociale, cette nouvelle plateforme officielle s'emploie à les déconstruire, à pointer du doigt les photomontages, mais aussi à prendre la défense des cadres du Parti visés par des accusations relayées par les réseaux sociaux chinois.

Mais cette plateforme n'est que l'une des composantes d'une vaste campagne de lutte anti-rumeurs, à la fois en ligne et off line, lancée au début du mois d'août 2013. Celle-ci est une illustration parmi d'autres du mouvement actuel de renforcement par les autorités chinoises de la surveillance d'Internet, des réseaux sociaux, et des informations qu'ils véhiculent. Cette campagne anti-rumeurs est par ailleurs mise en œuvre parallèlement à un mouvement de lutte anticorruption, lancé par Xi Jinping lui-même, et qui est devenu le *leitmotiv* de la nouvelle équipe dirigeante.

Le lancement de la campagne anti-rumeurs s'est accompagné de nombreuses arrestations. En l'espace de quelques mois, plusieurs « Big V⁵⁷ » de renom ont été arrêtés. Les « Big V » sont des bloggeurs très influents intervenant sur Weibo, dont les articles sont en général lus par des millions d'internautes. Leur identité a été vérifiée par Weibo, et leur compte est homologué par les autorités chinoises. Forts de cette homologation, les « Big V » semblaient jusqu'alors à l'abri d'éventuelles poursuites, mais cette série d'arrestations a démontré le contraire. Au début du mois d'août, la police de Suzhou a arrêté et placé en garde à vue le très médiatique blogueur Zhou Lubao, accusé d'avoir répandu des rumeurs. Zhou s'était fait

57 « V » pour *verified*, signifiant que ces comptes ont été homologués par les autorités.

connaître en 2012 pour avoir diffusé une photo du maire de la ville de Lanzhou (capitale de la province du Gansu) portant à son poignet une montre de luxe suisse, ravivant ainsi les soupçons de corruption pesant sur les cadres locaux du Parti. Le 21 août, un communiqué officiel du ministère de la Sécurité publique (dont relève la police) annonçait l'arrestation d'un autre blogueur, Qin Huohuo, de son associé et de leurs deux employés. Ceux-ci sont suspectés d'avoir semé le trouble en diffusant des rumeurs infondées et nuisant aux autorités – notamment à propos de Lei Feng⁵⁸, une des figures de proue de la propagande maoïste. La police pékinoise a également fermé leur entreprise de services informatiques⁵⁹, via laquelle les rumeurs auraient été colportées. Les quatre hommes sont en détention depuis. Fu Xuesheng est une autre de ces personnes emblématiques à avoir été écrouée⁶⁰. Ce « Big V », directeur général de l'entreprise Shanghai LabInfo Technologies Ltd, est accusé d'avoir diffusé une fausse rumeur selon laquelle un cadre de la compagnie pétrolière chinoise Sinopec aurait accepté les avances sexuelles d'un fournisseur américain, grâce auxquelles ce dernier aurait ensuite exercé un chantage. Selon les allégations de Fu, le fournisseur américain aurait remporté un contrat pour équiper une usine pétrochimique après avoir utilisé certaines photos compromettantes de ce cadre de Sinopec. D'après les sources officielles, le comportement de Fu Xuesheng aurait « sérieusement mis en danger l'ordre

⁵⁸ Né en 1940 et mort en 1962, Lei Feng est connu pour le journal qu'il a tenu et dans lequel il consignait ses bonnes actions, entrecoupées de citations de Mao Zedong. Après sa mort soudaine dans un accident de la route, il a été érigé en modèle par le Parti. Une journée lui est même dédiée en Chine : chaque 5 mars, le pays célèbre la journée Lei Feng, où chacun doit accomplir une bonne action.

⁵⁹ L'entreprise proposait notamment aux internautes d'effacer des articles compromettants, ou de retrouver des adresses IP.

⁶⁰ Cas rapporté par Qiao Xiaoxiong.

social et l'intérêt national ». Il a été arrêté le 20 août par la police de Shanghai et aurait peu après reconnu les faits.

Selon l'article du *Nanfang zhoumo* écrit par les journalistes Liu Jun et Ju Jing, les autorités centrales ont pris dès juin 2013 des dispositions pour lancer le mouvement de lutte anti-rumeurs. Le 18 juin, le ministère de la Sécurité publique organisait une téléconférence, durant laquelle étaient détaillées les grandes lignes d'une vaste stratégie pour « discipliner le web chinois » (整治网络, *zhengzhi wangluo*) et poursuivre les auteurs d'atteinte à la loi. Selon les auteurs, cette période de « nettoyage » du web devrait courir du mois de juin au mois de décembre 2013. Les autorités devaient notamment utiliser le réseau Internet pour y débusquer les escroqueries, la pornographie et les paris en ligne. Comme l'explique un proche d'une personne haut placée au ministère de la Sécurité publique dans les pages du *Nanfang zhoumo*, les rumeurs ne sont donc qu'une première étape dans un mouvement plus large de lutte contre tout type de délits organisés sur Internet. Au sein de ce mouvement visant à rétablir une « discipline » sur internet, les deux principaux critères de poursuite sont l'existence d'une organisation à l'origine des rumeurs ou des sites malveillants ainsi que la recherche de profits d'ordre économique.

Ces décisions prises au niveau central ont rapidement été relayées et mises en place au niveau local. De nombreuses localités se sont lancées dès le mois de juin dans la lutte anti-rumeurs, et les arrestations du 20 août ont

été brandies par la police comme un premier « résultat de la bataille » (战果, *zhanguo*). Li Gangbiao, chargé des relations publiques au sein du bureau de la sécurité publique de Hengyang, dans le Hunan, explique néanmoins aux journalistes du *Nanfang zhoumo* que la lutte anti-rumeurs au niveau local obéit en réalité aussi à une logique propre. Par exemple, avant même le lancement de cette campagne, la police de Hengyang avait déjà commencé à enquêter sur le journaliste Ge Qiwei. Des cadres de la municipalité avaient par le passé informé la police de l'existence d'une série de lettres de chantage envoyées par Ge. À l'époque, les preuves manquaient pour prouver que celui-ci en était l'auteur, et il n'avait donc pas été arrêté. Fait intéressant, relaté par le *Nanfang zhoumo* : avant son arrestation, Ge était journaliste au *Xiandai xiaofei dabao*, et avait publié de nombreux articles très critiques concernant les affaires politiques de la municipalité. Il avait notamment fait part dans ces textes de ses soupçons quant à des liens existant entre la pègre et le gouvernement local.

Ceci avait participé au discrédit jeté sur le gouvernement local, confirme Li Gangbiao. Le lancement du mouvement de lutte anti-rumeurs a donc précipité l'arrestation de Ge Qiwei. Durant l'enquête, de nombreuses preuves ont pu être recueillies, notamment sur le compte Weibo du journaliste, confirmant son implication dans la propagation des rumeurs. Avec le lancement de la campagne anti-rumeurs, ces preuves sont devenues recevables, et Ge Qiwei a ainsi été arrêté pour avoir « semé le trouble » (寻衅滋事, *xunxin zishi*) en lançant des rumeurs.

« Comme l'explique un proche d'une personne haut placée au ministère de la Sécurité publique, les rumeurs ne sont donc qu'une première étape dans un mouvement plus large de lutte contre tout type de délits organisés sur Internet. »

L'implication des autorités locales contredit parfois certaines des intentions originelles des autorités centrales. L'idée première de la campagne anti-rumeurs était en effet de maîtriser la vitalité du réseau internet, et de contrôler plus étroitement les messages potentiellement critiques vis-à-vis des autorités et se propageant très rapidement sur *Weibo*. Mais les autorités locales, outre celles d'internautes et de journalistes, ont également procédé à des arrestations dans un milieu plus large, par exemple parmi les gérants de cybercafés, expliquant que ces établissements avaient permis le lancement de rumeurs supposées nuisibles au pouvoir en place.

Ce resserrement général du contrôle des informations diffusées via Internet et les réseaux sociaux a fait l'objet d'analyses et de commentaires dans la presse chinoise. Ce n'est pas tant la vague d'arrestations de la fin du mois d'août qui fait l'objet de commentaires, que leur motif. Les auteurs cités ici soulignent tous le caractère très vague du concept de rumeur. Dans un article intitulé « À quel point les rumeurs sont-elles effrayantes? » et publié sur son blog hébergé par *Caijing*, Chen Litong fait part de ses inquiétudes. Il rappelle que n'importe qui peut, à un moment donné de son existence, être la cible de rumeurs ou colporter des rumeurs accusatrices. Il fait remarquer qu'utiliser des moyens légaux pour interdire aux gens de s'emporter, d'être « en colère » (发怒, *fanu*), d'être « cupides » (贪婪, *tanlan*) ou « candides » (轻信, *qingxin*), et leur interdire de diffuser des informations invérifiables, est « peu judicieux » (不明智的, *bu mingzhi de*). Il observe par ailleurs que les pratiques des autorités et des citoyens ne sont pas les mêmes dans un pays démocratique où la liberté d'expression est garantie et dans un pays où celle-ci est appliquée de façon très partielle et très contrôlée. Dans un pays démocratique,

s'il arrive qu'une rumeur se transforme en propos diffamatoires ou calomnieux, les personnes attaquées pourront user d'une procédure légale pour demander l'inculpation des responsables. Les auteurs de ces rumeurs seront alors punis à la hauteur du préjudice causé par cette diffamation. C'est la solution de l'enquête *a posteriori* qui est privilégiée dans un pays démocratique, et une rumeur ne pourra jamais être dénoncée ou condamnée *a priori*, et avant même qu'elle ne prenne un caractère calomnieux. En Chine, ce mouvement de lutte anti-rumeurs a permis l'arrestation de personnes qui avaient relayé des informations potentiellement fausses, mais qui n'avaient pas proféré de calomnies à l'égard de tiers. La logique est donc aujourd'hui celle d'une lutte menée en amont contre des informations qui pourraient se révéler dangereuses si elles sont diffusées largement.

D'ailleurs, selon le Code pénal chinois, le délit de calomnie peut déjà faire l'objet de poursuites pénales. Les personnes attaquées par des rumeurs calomnieuses sont donc libres d'attaquer leur auteur en justice. C'est pourquoi Chen Litong s'interroge sur la nécessité des arrestations menées par la sécurité publique.

Qiao Xiaoxiong renchérit en affirmant que, évidemment, la liberté d'expression doit être garantie légalement, mais surtout, dans le contexte actuel, que les limites à cette liberté doivent être mieux définies, au sein d'un cadre réglementaire clair. Les limites à la liberté d'expression ne peuvent pas être définies au cas par cas, par un nombre très restreint de personnes, si intelligentes soient-elles. Faute de définition légale, ces personnes entravent cette liberté, que seule la loi peut encadrer efficacement. Il rejoint ainsi Chen Litong qui demande à ce que soient identifiées *a priori* par les autorités, et plus clairement, les personnes dont la mise en cause par une rumeur porte

atteinte à « l'ordre public et à la sécurité de l'État ». Sans cela, les auteurs de rumeurs ne peuvent mesurer les conséquences potentielles de leurs actes.

Sur son blog, Chen Litong conclut en notant que les rumeurs peuvent évidemment avoir des effets désastreux (禍害, *huhuai*), mais qu'elles sont pour la plupart que provocantes et blessantes. Dans son article, Qiao Xiaxiong explique en effet que l'essentiel des rumeurs se limite à des affirmations telles que : « Le système politique n'est pas transparent », « La légalité n'est pas un phénomène à la mode », « Les profiteurs et les carriéristes émergent de toutes parts ». C'est pourquoi le mouvement actuel visant à « empêcher les rumeurs » (防止谣言, *fangzhi yaoyan*) est démesuré, puisqu'il mène directement à « la peur et à l'autocensure » (噤若寒蝉, *jinruo hanchan*) des internautes, qu'il contribue à l'installation d'un climat de « suspicion » (猜疑, *caiyi*), voire d'« hystérie » (歇斯底里, *xiesi dili*). Qiao Xiaxiong estime, en guise d'analyse finale, que le fait qu'une société tente de mettre un terme à l'existence même des rumeurs n'est pas un phénomène sain, et constitue même un objectif « immoral » (不道德, *bu daode*).



6. Visions chinoises sur l'affaire Snowden

FRANÇOIS QUIRIER

SOURCES :

- Feng Chuangzhi⁶¹, « Le gouvernement de Hong Kong a géré l'affaire Snowden en conformité avec la loi et ne mérite aucune critique », *Zhongguo wang* - China.com.cn (section opinions), 13 juillet 2013.
- Xu Ping⁶², « L'affaire Snowden n'a pas d'incidence sur les relations globales entre la Chine, Hong Kong et les États-Unis », *Ziben zazhi* - *Capital*, n° 314, juillet 2013.
- Chen Pokong⁶³, « Pékin tire des bénéfices importants de l'affaire Snowden », *Kaifang zazhi* - *Open Magazine*, 5 juillet 2013.
- Zhengchi Yan⁶⁴, « Quelles vont être les

⁶¹ Cadre rural de longue date, Feng Chuangzhi est commentateur dans de nombreux sites d'information et d'opinion.

⁶² Rédacteur en chef et vice-président du magazine hongkongais *Capital*.

⁶³ Écrivain d'origine chinoise, né au Sichuan en 1963 et exilé aux États-Unis depuis 1996. Commentateur politique, il est régulièrement publié dans la presse hongkongaise.

⁶⁴ Chef du département de la politique et de l'administration publique à l'université chinoise de Hong Kong.

conséquences de l'affaire Snowden ? », *Wenweipo*, 5 juillet 2013.

- Yang Fan⁶⁵, « L'affaire Snowden provoque une crise de la pensée américaine », *Huanqiu shibao - Global Times (section opinions)*, 28 juin 2013.

- Gong Mir⁶⁶, « Les implications de l'affaire Snowden », *aicaihen.blogchina.com*, 17 juin 2013.

- Zhong Sheng⁶⁷, « *Le Quotidien du Peuple* commente l'affaire : la Chine souhaite ne rien avoir à faire avec les problèmes d'un autre pays », *Renmin ribao*, 16 juin 2012.

Le 6 juin 2013, Edward Snowden révélait dans le *Washington Post* et le *Guardian* l'existence de larges programmes - supervisés par la NSA⁶⁸ - de surveillance des communications et des cyberattaques. D'abord cachée, la présence de Snowden à Hong Kong est confirmée le 9 juin. À partir de ce moment et jusqu'à son départ pour la Russie le 23, les États-Unis vont faire pression sur la région administrative spéciale pour que l'ex-informaticien de la CIA et de la NSA soit extradé.

C'est parce qu'il a choisi Hong Kong comme point de repli temporaire que Snowden a suscité une telle quantité de réactions dans la presse locale, à la fois hongkongaise et chinoise. Les commentateurs se sont très largement exprimés sur cette situation unique, qui voit les rôles de la Chine et des États-Unis inversés pour un temps.

⁶⁵ Professeur à l'université chinoise de science politique.

⁶⁶ Blogueur chinois.

⁶⁷ Les articles signés Zhong Sheng (钟声) expriment l'opinion collective des spécialistes des relations internationales du *Quotidien du Peuple*, l'organe de presse officiel du Comité central du Parti communiste chinois.

⁶⁸ National Security Agency, organisme du département de la Défense des États-Unis responsable du renseignement et de la sécurité des systèmes d'information.

Les révélations de l'informaticien de la NSA sont en effet survenues dans un contexte d'accusations récurrentes par les États-Unis d'attaques informatiques et de cyberespionnage chinois, notamment contre l'administration américaine. Le fait qu'un dissident américain choisisse de se réfugier à Hong Kong pour dénoncer la politique de surveillance de son pays a donc entraîné la rédaction de nombreux articles d'opinion : les États-Unis sont-ils toujours un modèle de démocratie et de respect des libertés ? Ont-ils encore le droit d'adopter un ton moralisateur envers la Chine ? Snowden a-t-il bien fait de choisir une ville sous la tutelle du gouvernement chinois pour se réfugier ?

On le relèvera, les jugements de valeur diffèrent considérablement suivant que l'on a affaire à des sources de République populaire ou de Hong Kong. Elles s'accordent pourtant pour dire que l'affaire Snowden a altéré pour un temps le rapport de force entre la Chine et les États-Unis. D'un côté, les États-Unis doivent faire face à un débat public qui remet en cause leur gestion de la sécurité nationale et, de l'autre, la Chine dispose de preuves pour accuser en retour les États-Unis. Mais les opinions des commentateurs divergent concernant les raisons de ces révélations, les suites à donner à cette affaire, et ses conséquences à long terme pour les États-Unis et leurs relations bilatérales.

L'attitude des États-Unis largement critiquée

Les observateurs chinois sélectionnés ici s'accordent tous pour critiquer la façon dont les États-Unis ont géré la fuite de Snowden à Hong Kong. Sur le fond, ils voient dans cette affaire une nouvelle preuve d'ingérence des États-Unis dans les affaires chinoises. Sur la forme, les demandes d'extradition sont injustifiées, et auraient même aggravé la situation.

C'est dans la presse officielle, représentée ici par le *Quotidien du Peuple*, que les griefs envers les États-Unis se font les plus clairs : « Ce pays qui dénonce les attaques de pirates à longueur de journée est tout autant pirate que les autres »⁶⁹. Le fait que les États-Unis fassent pression sur la Chine pour un problème dont ils sont eux-mêmes à l'origine a grandement irrité les journalistes du *Quotidien* : « Les Chinois ont toujours été réticents à s'occuper des problèmes des autres. Se retrouver en eaux troubles sans avoir rien demandé n'est évidemment pas une chose agréable »⁷⁰. Fan Yang se joint à ces critiques et affirme que la seule solution, pour calmer la situation, est que les États-Unis arrêtent de vouloir influencer les autres pays : « Une solution définitive reste encore à trouver », dit-il, « mais le gouvernement américain peut utiliser une solution de contournement en réduisant d'un côté les interférences avec d'autres pays et, de l'autre, en jouant moins sur la scène internationale le rôle de missionnaire de la moralité »⁷¹.

Pour Feng Chuangzhi, la principale erreur des États-Unis est d'avoir voulu passer outre les lois et procédures de Hong Kong : « Cela montre ce qu'est la démocratie pour l'Amérique et ses dignitaires, ce qu'est la règle de droit, lesquels ont été complètement ignorés. Tout ce qui compte, au final, ce sont les intérêts américains »⁷². Cela est d'autant

⁶⁹ «一天到晚拿黑客攻击指责他国，事实上自己比谁都“黑”».

⁷⁰ «中国人向来不愿意掺和别人家的烂事。无端被搅进去趟混水，自然不是什么愉快的事儿».

⁷¹ «该问题的最终解决尚待时日，[...]不妨采用规避的方式，即美国政府一方面减少对他国的干涉，另一方面在国际上少扮演传教士的道德高调角色».

⁷² «另一方面也暴露了美国美国议员、政要们对什么叫民主，什么叫法治，也全然不顾，维护的只是美国的利

plus critiquable pour l'auteur que, de son côté, Hong Kong a agi de manière tout à fait légale et sans influence de Pékin : « Hong Kong est une société régie par la loi – “la loi fondamentale de la région administrative spéciale de Hong Kong” et le principe d’“un pays, deux systèmes”. Le gouvernement central chinois a toujours respecté la gestion hongkongaise de ses affaires domestiques »⁷³. Il n'existerait donc aucune loi obligeant Hong Kong à retenir Snowden et à le remettre aux autorités américaines⁷⁴.

« La principale erreur des États-Unis est d'avoir voulu passer outre les lois et procédures de Hong Kong. »

Les États-Unis ont-ils été trop sûrs de leur influence sur l'ancienne colonie britannique ? C'est le postulat de Xu Ping, pour qui les États-Unis ont confondu Hong Kong et Londres. Ils ont cru obtenir rapidement une

réponse de Hong Kong mais leurs demandes d'arrestation et d'extradition ont toutes été jugées insuffisamment étayées. Les efforts des États-Unis n'ont donc pas abouti et, pour Zheng Chiyan, ils ont même aggravé la situation. En effet, l'auteur hongkongais remarque que Snowden, qui se sent traqué, divulgue des informations concernant l'endroit où il se réfugie pour s'assurer le soutien de la population locale. « Lorsqu'il était à Hong Kong, il a révélé des informations sur le vol de données en Chine et à Hong Kong », écrit-il, 益».

⁷³ Feng Chuangzhi reprend ici les propos du porte-parole du ministère des Affaires étrangères Hua Chunying, dans une déclaration du 23 juin : « 香港是一个法治社会，根据“香港特别行政区基本法”和“一国两制”原则，中央政府一贯尊重香港特区政府依法办事 ».

⁷⁴ Il existe certes un accord d'extradition signé en 1996 entre Hong Kong et les États-Unis, mais celui-ci ne prend pas en compte les mises en cause politiques. Toujours selon Feng Chuangzhi, Edward Snowden, qui est accusé de trahison, ne peut donc pas être extradé sur la base de cet accord.

« de cette manière, les deux gouvernements ne peuvent ignorer le ressentiment de leur peuple et extraire Snowden, c'est une astuce intelligente »⁷⁵.

Une vision contrastée sur les États-Unis et les suites de l'affaire

Si la plupart des commentateurs s'accordent pour dire que les États-Unis ont mal géré la fuite de Snowden, certains auteurs restent très enthousiastes à l'égard des États-Unis. Ainsi, pour Gong Min, le fait même qu'Edward Snowden existe et qu'il ait choisi de faire ces révélations est la preuve des qualités extraordinaires de ce pays. Pour ce blogueur, le gouvernement américain, bel et bien fautif d'avoir attenté aux libertés de ses citoyens, ne doit pas être confondu avec le pays lui-même. Selon lui, les États-Unis restent l'un des rares pays où un homme peut décider de divulguer des secrets d'État au nom des principes fondamentaux de ce pays : « Si le système tombe en panne, la défense des valeurs libérales permet à un seul homme de défier le gouvernement, sans vivre avec un fardeau moral, parce qu'il sait que le gouvernement et le pays sont deux choses différentes »⁷⁶. Le parallèle avec la Chine n'est jamais clairement affirmé, mais cela semble bien être la comparaison qui guide la pensée de l'auteur.

Les États-Unis font néanmoins face à trois crises, selon le professeur de sciences politiques Fan Yang : les deux premières, la crise diplomatique et la crise de confiance populaire⁷⁷, sont reconnues par le gouvernement et relativement simples à

résoudre avec le temps. Mais la troisième, celle « du profond paradoxe caché dans les "valeurs américaines fondamentales" » ("美国信念"隐藏的深层伦理悖论, meiguoxinnian yincangzhe de shenceng lunli bei lun), est plus grave, et vient des contradictions profondes au sein des croyances qui fondent la société américaine. Selon Fan Yang, les États-Unis croient d'une part profondément en l'inviolabilité de la liberté individuelle, mais statuent d'autre part sur la culpabilité de Snowden, ce qui revient à mettre cette valeur en danger. « Si [Snowden] est déclaré non coupable, cela revient à légaliser la divulgation de secrets d'État ; s'il est coupable, cela revient à rendre illégale la liberté individuelle propre à la pensée américaine, cette valeur fondamentale des États-Unis serait alors détruite »⁷⁸. C'est pourquoi, selon Fan Yang, le pays est obligé de faire un choix entre liberté et sécurité : « Ce conflit éthique causera inévitablement de grands torts aux États-Unis. Ce n'est pas un danger réel ou physique, mais un danger profond et idéologique »⁷⁹.

Nous avons déjà évoqué la solution proposée par Fan Yang pour mettre fin à cette crise : temporiser en arrêtant d'interférer avec les autres États. Zhang Chiyan va plus loin et imagine une solution institutionnelle à l'affaire Snowden en se basant sur un précédent dans l'histoire des États-Unis. L'auteur remarque en effet que l'affaire Snowden présente des similitudes avec celle du Watergate, dans le sens où ce sont toutes deux des crises de confiance envers l'administration et l'exécutif⁸⁰.

⁷⁵ « 他在港停留期间, 针对内地和香港作出网讯偷盗的揭发 [...] 这一来, 两地便不能不顾自己人民的感受而将斯诺登引渡返美, 这是他高明的一招 ».

⁷⁶ « 如果制度失灵, 崇尚自由价值观 (也是这个国家的立国基础) 的个体, 就可能以一人之力挑战政府, 而不会有道德负担。因为他知道, 政府和国家是两码事 ».

⁷⁷ « 外交危机及国内民众的不信任 ».

⁷⁸ « 如果不定罪, 那么就等于默认泄露国家机密及叛逃合法; 如果定罪, 那么就相当于给“个人自由”的“美国信念”定罪, 美国的道义基础就会受到破坏 ».

⁷⁹ « 这种伦理矛盾必然会对美国构成很大危害, 这种危害不是现实的、物质的, 而是深刻的、理念上的危害 ».

⁸⁰ L'affaire du Watergate débute en 1972 lorsque les services du président sont soupçonnés de s'être livrés à des activités d'espionnage. Elle aboutit en 1974, après une longue enquête du Sénat américain, à la

Le « Snowdengate » (斯诺登门, *Sinudeng men*) » pourrait se traiter en deux temps. D'abord, transformer le Sénat en « chambre d'audience » (听证会, *tingzhenghui*) qui enquêterait comme lors du Watergate. Ensuite, il faudrait faire de Snowden un témoin protégé, qui pourrait rentrer aux États-Unis sans être inquiété. Les éventuelles responsabilités dans l'administration américaine, les abus de pouvoir pouvant impliquer jusqu'au président pourront ainsi être établis : « Suivre l'exemple du Watergate, traduire le président devant la justice, c'est la seule façon de corriger les abus illégaux de l'agent administratif, tout en annonçant au reste du monde que les États-Unis ne permettent plus aux fonctionnaires de voler les informations sur des réseaux publics ou privés »⁸¹. Zhang Chiyan estime donc que c'est « la solution la plus réaliste »⁸², mais il sous-entend que Snowden est innocent et seulement motivé par sa conscience.

Cet avis n'est pas partagé par tous les commentateurs de l'affaire. Chen Pokong, qui écrit depuis les États-Unis où il est exilé, souligne par exemple l'étrangeté du *timing* des révélations de Snowden. Le dissident américain, réfugié à Hong Kong depuis le 20 mai, a choisi de publier ses révélations la veille d'un entretien entre Obama et Xi Jinping, alors que le président des États-Unis souhaitait discuter des cyberattaques chinoises⁸³. Snowden voulait-il aider la Chine avec ces révélations ? « Les responsables américains ont soupçonné Snowden d'avoir été acheté

démision du président Nixon.

⁸¹ « 甚至可效法水门事件一案，将总统绳之以法，只有这样才能纠正行政官员滥权违法的罪行，同时公告世界各国，美国依法不再听任官员偷盗私人或公安的网讯 ».

⁸² « 最可行的办法 ».

⁸³ La rencontre informelle s'est déroulée durant deux jours, du 6 au 8 juin, à Rancho Mirage, en Californie. D'autres sujets y ont été abordés, comme le réchauffement climatique ou les ventes d'armes américaines à Taiwan.

par Pékin, pour devenir espion chinois ; ce n'est pas simplement une "théorie du complot", il y a une certaine logique là-dedans »⁸⁴. Chen Pokong ne dit pas clairement s'il soutient cette théorie, mais celle-ci lui donne l'occasion de revenir – en tant qu' « observateur extérieur » à l'affaire, du fait de son statut – sur les bénéfices que la Chine tire de cette situation et sur les changements globaux que cette affaire pourrait entraîner. Reprenant certains arguments relayés par la presse occidentale, il regrette que les révélations de Snowden mettent la surveillance opérée par les États-Unis au même niveau que la surveillance chinoise⁸⁵ alors que, selon lui, elles sont de nature très différente : « Les cyberattaques chinoises volent les secrets commerciaux et militaires des autres pays, jusqu'à violer la propriété intellectuelle » écrit-il, « elles menacent la paix mondiale »⁸⁶. « En outre, le gouvernement chinois a ouvertement commencé un blocus à grande échelle d'Internet, qui prive le peuple du droit de savoir, censure la parole en ligne et inculpe les dissidents qui prennent la parole »⁸⁷. Les attaques américaines, elles, « servent à rechercher des informations sur les terroristes et à prévenir les attaques, elles protègent non seulement les Américains mais l'ensemble des humains »⁸⁸. Chen Pokong craint que si l'affaire Snowden provoque la baisse ou l'arrêt de la surveillance nécessaire des États-Unis, la conséquence ne soit de laisser le champ libre aux autres régimes de surveillance totalitaires – chinois et russe⁸⁹.

⁸⁴ « 有美国政要怀疑斯诺登受北京收买、充当中国间谍，并非简单的“阴谋论”，实有一定逻辑可循 ».

⁸⁵ « 在指责中国等极权政权实行监控的同时，自己也监控，[...] 与中国政府的行为并无区别 ».

⁸⁶ « 中共网路攻击，窃取他国的商业和军事机密，轻则侵犯知识产权，[...] 威胁世界和平 ».

⁸⁷ « 此外，中国政府公开、公然、大规模地封锁互联网，剥夺人民的知情权，并捕捉网上言论，对异见者因言治罪 ».

⁸⁸ « 美国的网路攻击，寻找恐怖份子的蛛丝马迹，防范恐怖袭击，不仅保护美国人民，也保护整个人类 ».

⁸⁹ « 其后果就是，听任中共、俄罗斯等政权的监控

Tous les articles présentés ici témoignent d'une grande diversité d'interprétation quant à l'affaire Snowden ; mais, de façon générale, ils semblent s'accorder sur les enjeux considérables qui entourent la gestion d'Internet, à une époque où les grandes puissances investissent des sommes et réalisent des efforts colossaux dans le contrôle et la surveillance des flux d'information. Face à cette question, les Chinois continuent d'observer et de débattre, et leur avis a une importance toute particulière, dans le contexte unique créé par la politique chinoise concernant Internet.



7. La corruption concerne aussi les juges

HUGO WINCKLER

SOURCES :

- Zheng Xiaolou⁹⁰, « Rapport sur la corruption des juges », *Cajjing*, 26 mai 2013.
- Zheng Xiaolou, « Endiguer la corruption des cours de justice par l'établissement d'un organe judiciaire encore plus indépendant et équitable », *Cajjing*, 26 mai 2013.

La fréquence des affaires de corruption des organes judiciaires en Chine incite à réfléchir aux déséquilibres profonds minant le système judiciaire chinois. En mai dernier, *Cajjing* a publié l'analyse de plus de deux cents affaires de corruption dans le pays, s'étalant entre 1995 et aujourd'hui ; la publication de ces données offre une occasion unique de comprendre les défis que la justice chinoise doit aujourd'hui relever en matière de corruption. Alors que le premier article revient sur ces données, le second, du même journaliste, présente une interview de Jia Weifeng, professeur de droit à l'université de Pékin, et de Chen Youxi, avocat, qui commentent le rapport.

[...] 单方面存在，眼睁睁看着自由世界遭受削弱 ».

⁹⁰ Journaliste à *Cajjing*.

Panorama de l'évolution de la corruption

Le premier constat de Zhou Xiaolou est que le nombre d'affaires de corruption n'a cessé d'augmenter depuis les années 1980, c'est-à-dire depuis le début de la libéralisation de l'économie chinoise. À partir de rapports trisannuels de la Cour populaire suprême, le journaliste montre qu'entre 1988 et 1998, le nombre de cas de corruption portés devant les cours de justice a très fortement augmenté. Les rapports recensaient une centaine d'affaires en 1988, pour plusieurs milliers en 1998. Cette augmentation, note le journaliste, est en partie due à une augmentation réelle du phénomène, mais résulte aussi d'un système de détection plus efficace des crimes de corruption, rendant plus manifeste une tendance préexistante. Depuis 1998, la tendance est légèrement à la baisse. Ceci est dû au fait que, depuis 1998, le gouvernement chinois n'a cessé de prendre des mesures pour lutter contre la corruption : amélioration de la législation, éducation du personnel judiciaire, établissement de commissions d'enquête et de rapports sur l'état de la justice en Chine, création d'une procédure de responsabilité du personnel judiciaire en cas de corruption, etc. Toutefois, ces différentes mesures ne sont pas encore parvenues à endiguer le phénomène.

En outre, le problème s'est complexifié ces dernières années en raison d'une sophistication croissante des affaires portées devant les cours de justice, de l'augmentation de leur nombre et de la densification du corpus normatif. La conséquence en est, d'après le journaliste, un décalage croissant entre le développement du système judiciaire et la situation à laquelle celui-ci est confronté. En outre, le manque de ressources des cours de justice et leur connexion organique à l'administration locale sont des obstacles à leur indépendance. L'auteur met en avant le fait que le système judiciaire chinois a besoin

d'une réforme structurelle pour faire face aux tensions auxquelles il est confronté.

L'une des raisons principales de cette corruption est le caractère de plus en plus paradoxal du statut des juges. La période transitionnelle dans laquelle se trouve la société et l'économie chinoises fait des tribunaux une institution particulièrement importante, car leur sont en permanence déferés des intérêts dont les enjeux financiers sont de plus en plus substantiels. Or, comme le rapporte Jia Weifeng, l'un des premiers ressorts de la corruption provient de la faiblesse des salaires des juges. Ceux-ci sont effectivement très bas en Chine, puisqu'ils n'ont pour la plupart pas été réévalués au cours des dix dernières années. Ils sont dès lors en complète déconnexion avec la rémunération des autres fonctions économiques, et notamment de celle des hommes d'affaires, alors que les sommes traitées dans les litiges sont de plus en plus importantes.

Chen Youxi⁹¹ rappelle que la corruption n'a fait que s'aggraver au fur et à mesure de la libéralisation de l'économie chinoise, et particulièrement après le tournant de 2000, comme en témoignent les affaires de corruption à répétition dans les villes de Wuhan, de Shenzhen, de Fuyang. Selon cet avocat, cela est en partie dû au décalage qui résulte, dans ces villes, de l'apparition d'une prospérité économique pour une part de la société, laquelle n'est ni répercutée dans le statut des juges, ni traduite *via* un accroissement des moyens du système judiciaire. Jia Weibo rappelle qu'en Chine les professions juridiques demeurent faiblement reconnues en termes de statut social ou encore de rémunération, ce qui est sans doute dû à la jeunesse relative de la profession. Zhou Xiaolou explique que, bien que la Chine se soit dotée en 1995 d'une loi sur les juges (法官法, *faquanfa*), instituant un

⁹¹ Chen Youxi est avocat.

régime juridique pour la profession, elle n'est pas parvenue à mettre en place un système complet : bien qu'elle établisse les différents niveaux professionnels des juges, elle ne fonde pas un système rationnel de rémunération.

La spécificité de la corruption en Chine

Le rapport établit également un état des lieux des différents aspects de la corruption en Chine, laquelle possède certaines caractéristiques spécifiques.

Une corruption collective

Le rapport révèle que, dans de nombreux cas, les affaires de corruption recensées sont des affaires impliquant une corruption collective des juges. Celle-ci intervient alors au niveau du tribunal, dont les membres agissent de concert. Le journaliste rapporte par exemple une affaire de 2006, devant la cour intermédiaire de Wuhan, où cinq juges⁹² et une dizaine d'avocats ont été condamnés pour cause de corruption. La corruption est donc souvent le résultat d'un travail en réseau, au service de la protection d'intérêts locaux, et implique des avocats, des juges, mais aussi des policiers.

Une corruption à tous les échelons de l'organisation judiciaire

Le journaliste rapporte que la corruption n'est pas que le fait des cours de justice de premier échelon, mais peut exister à tous les niveaux de la pyramide judiciaire. Toutefois, une large

⁹² Dans cette affaire, les juges ont été condamnés par le Bureau disciplinaire du Parti communiste. En effet, la procédure du *shuanggui* (双规) permet le jugement, en dehors du système judiciaire étatique, d'un membre du Parti ayant contrevenu aux règles de discipline interne du PCC.

majorité (70 %) des affaires de corruption est le fait des tribunaux de première instance et des cours d'appel, qui traitent de la majorité des contentieux. Néanmoins certaines affaires spectaculaires ont eu pour cadre les cours d'échelon intermédiaire et supérieur.

En outre, les actes de corruption peuvent survenir, comme le rapporte le journaliste, durant toutes les phases de la procédure : lors de l'enquête, de la poursuite ou du jugement. Zhou Xiaolou rapporte que la corruption se situe aussi souvent au niveau de l'exécution des jugements et non pas simplement au niveau de la prise de décision. En effet, en Chine, l'exécution des décisions judiciaires est de la responsabilité d'une chambre spéciale du tribunal, et n'est pas confiée

« Comme le rapporte Jia Weifeng, l'un des premiers ressorts de la corruption provient de la faiblesse des salaires des juges. »

à une profession judiciaire indépendante, comme par exemple à un huissier de justice. Dès lors, cette dernière phase de mise en œuvre de la justice, au plus proche des intérêts économiques des différentes parties au procès, demeure un noyau dur de la corruption.

Le rôle clef des présidents de tribunal ou de chambre

Un nombre particulièrement important d'affaires concerne des présidents de tribunal et des présidents de chambre, selon Jia Weifeng, interrogé par le journaliste de *Caijing*. Cette réalité est due au caractère de plus en plus administratif des cours de justice, qui confère un double pouvoir à ces juges, celui de participer au jugement, mais aussi celui de prendre des décisions relatives à l'avancement administratif des affaires (allongement des délais, etc.). En outre la surcharge des cours de justice et l'encombrement des rôles accroissent

le pouvoir administratif du président qui peut facilement accélérer ou retarder une procédure.

Le journaliste rapporte que la tentation est particulièrement forte pour les présidents de tribunal car, au fur et à mesure que leurs prérogatives s'accroissent, les contrôles auxquels ils sont soumis, eux, diminuent.

Les « agents de procès » (诉讼掮客, susong qianke)

Le journaliste dénonce l'existence de certains avocats chinois, à la déontologie douteuse, qui servent d'intermédiaires lors de transactions constituant une corruption, entre un juge et une partie au procès. En effet, les juges, qui détiennent un pouvoir de décision, ne peuvent pas maintenir de relations proches avec les parties à un procès, et *a fortiori* ne peuvent pas s'entretenir directement avec elles. Par contre, les avocats, eux, sont naturellement proches des juges, relation nourrie par une proximité quotidienne et une culture juridique similaire. Cette proximité rend le travail d'intermédiation plus aisé. Le journaliste souligne que la recherche de *guanxi* (« relation », 关系) par les avocats avec les juges est considérée comme normale.

Cette situation a éveillé l'intérêt de la Cour populaire suprême qui, en 2004, a commencé à prendre des mesures pour rationaliser les rapports entre les deux professions judiciaires. Elle a publié cette année-là, avec le ministère de la Justice, une série de dispositions pour réguler les rapports entre les juges et les avocats. Celles-ci précisent qu'il est interdit, entre autres, aux avocats d'inviter les juges à des dîners ou à des soirées karaoké. En outre, il a été mis en place un système de doléances pour rapporter des comportements contraires à l'éthique de la part des avocats. Toutefois, la mise en œuvre de ces dispositions reste limitée. En 2009, la Cour populaire suprême a instauré « les cinq prohibitions » (五个严禁,

wuge yanjin). Un règlement de 2011 précise par ailleurs que les enfants d'un juge ne peuvent pas assurer des fonctions judiciaires dans la même juridiction que leurs parents.

Chen Youxi rapporte que ces problèmes de collusion demeurent importants et que les rapports entre les juges et les avocats échappent encore trop souvent à toute morale. Zhou Xiaolou rapporte l'existence d'une corruption indétectable due à des rapports « d'intermédiation invisibles » (隐形掮客, *yinxing qianke*) qui apparaissent quand, par exemple, un avocat et un juge sont de la même famille. Cette relation familiale crée des réseaux de collusion d'intérêts invisibles, et devient une source de profit potentiel pour l'avocat. En effet, lors d'actes de corruption, des avantages sont souvent accordés aux membres de la famille du juge et non directement à sa personne.

Jia Weifang rappelle que l'un des écueils du système judiciaire chinois demeure l'opacité de la justice, qui se manifeste par une absence de publication systématique des jugements, un problème qui pourrait être résolu par leur publication et leur regroupement dans une base de données. Cette transparence permettrait de lutter contre la collusion entre les juges et les avocats. Il dénonce les procédures qui sont trop souvent tenues à huis clos, ou faussement publiques, c'est-à-dire avec un public savamment sélectionné. D'ailleurs, la plupart du temps, les journalistes judiciaires ne peuvent travailler qu'à partir de comptes rendus de jugement.

Des tentatives d'amélioration

Jia Weifeng rapporte que la réponse actuelle des pouvoirs publics pour lutter contre la corruption s'avère inefficace, car elle ne passe que par l'éducation des juges et l'établissement d'un système de contrôle. Or ces deux méthodes ont leurs limites ; ainsi, l'augmentation du contrôle des juges a un

double effet pervers : la création de nouveaux réseaux de corruption et l'effritement de l'indépendance de la justice. La seule solution serait d'établir un contrôle de la profession par des pairs au travers de la constitution de corps professionnels pour toutes les professions judiciaires, permettant l'établissement d'une déontologie et de valeurs professionnelles fortes.



8. Les émergents en crise : un impact limité sur la Chine

AGATHA KRATZ

SOURCES :

- Wang Tao⁹³ et Hu Zhipeng⁹⁴, « À quel point la tourmente des marchés financiers des pays émergents influence-t-elle la Chine ? », *Caijing*, 8 septembre 2013.
- Shen Jianguang⁹⁵, « La Chine et une nouvelle crise », *Caixin*, 2 septembre 2013.
- Dossier spécial, « 2013 : l'Asie face à une nouvelle crise ? », *Xin shiji*, 23 août 2013.
- Guan Qingyou⁹⁶, « Comment la Chine doit-elle répondre à l'accroissement du risque sur les marchés émergents ? », *Financial Times (version chinoise)*, 6 septembre 2013.
- Zhou Wuying⁹⁷, « Deux difficultés pour les pays émergents en détresse », *Jingji cankao bao*, 12 septembre 2013.

⁹³ Wang Tao est chef économiste Chine à UBS.

⁹⁴ Hu Zhipeng est économiste à UBS.

⁹⁵ Économiste en chef, PDG et membre du conseil d'administration de Mizuho Securities Asia.

⁹⁶ Commentateur régulier au *Financial Times* édité en chinois, Guan est vice-président de l'institut de recherche et économiste senior à Mingsheng Securities.

⁹⁷ Journalistes à *Jingji cankao bao*.

- Xie Guozhong⁹⁸, « L'histoire de deux géants », *Xin shiji*, 9 septembre 2013.

Depuis que la FED⁹⁹ a annoncé, en mai 2013, qu'elle envisageait de mettre un terme à sa politique d'assouplissement quantitatif (ou *quantitative easing*, QE), les marchés financiers émergents – notamment asiatiques – connaissent des difficultés telles que certains commentateurs s'interrogent : sommes-nous à la veille d'une nouvelle crise financière asiatique ? Depuis la publication de nos sources, la FED a annoncé vouloir prolonger pour un temps encore ses politiques de QE¹⁰⁰. Néanmoins, les quelques mois qui se sont écoulés depuis mai, sous la menace d'un resserrement quantitatif américain, ont mis en lumière la situation délicate dans laquelle se trouvent certains, si ce n'est la majorité, des marchés émergents.

À l'origine du vent de panique : l'annonce de la FED

L'annonce de la FED a eu un effet direct, car un resserrement quantitatif provoquerait une diminution du différentiel entre les taux d'intérêts américains et ceux des marchés émergents, ce qui diminue donc les incitations à investir dans ces derniers – plus risqués. Selon une étude de *The Economist* citée par *Xin shiji* et datée d'août, depuis cette annonce suivie de plusieurs messages rassurants concernant les marchés américains et européens, 17 % des fonds interrogés ont réinvesti une partie de leurs avoirs « émergents » en actifs européens et américains. Par ailleurs, la proportion des sondés projetant d'investir sur les marchés développés ces douze prochains mois était au plus haut depuis six ans. Après près de

⁹⁸ Économiste et membre du conseil d'administration à Rosetta Stone Consulting.

⁹⁹ *Federal Reserve*, Banque centrale des États-Unis.

¹⁰⁰ Source : Josh Noble, James Crabtree and Daniel Dombay, « Fed Inaction Gives Emerging Economies Breathing Space », *Financial Times*, 19 septembre 2013.

cinq ans d'euphorie, pendant lesquels les économies émergentes ont drainé un volume sans précédent de capitaux étrangers, l'attractivité des pays émergents semble donc remise en question.

Selon Wang Tao, cela explique l'instabilité constatée depuis mai sur les marchés financiers des pays émergents. Ceux-ci ont subi tour à tour une baisse brutale de leurs marchés action et dette, une forte dépréciation des taux de change, une vague importante de sortie de capitaux de court terme, et un début de panique financière tangible. En particulier, les monnaies indonésienne et indienne ont chuté en quatre mois respectivement de 11 % et de 16 %¹⁰¹ et, pour le seul mois d'août, l'indice boursier de Mumbai a perdu 10 % de sa valeur. Mais selon Zhou ce mouvement ne se limite pas à l'Asie. Par exemple, les réserves de change turques et ukrainiennes ont baissé respectivement de 12,7 % et de 10 % de mai à juillet. En résumé, la plupart des pays émergents ont eu à pâtir de l'annonce américaine.

Pour Shen, l'annonce de la FED n'est pas la seule raison de cette volatilité. Les difficultés sont aussi le résultat d'une surchauffe sur les marchés émergents, asiatiques notamment, et traduisent donc un rééquilibrage naturel. En effet, ces pays ont reçu ces dernières années des flux de capitaux significatifs. Cette liquidité accrue a encouragé la formation de bulles spéculatives autour notamment des prix boursiers, des salaires et de l'immobilier. Shen relève en particulier qu'en 2013 le niveau du salaire minimum à Jakarta était supérieur de 44 % à celui de 2012. L'indice boursier de Jakarta est lui-même passé de 1 200 points fin 2008 à plus de 5 000 points au plus haut de la bulle. Enfin, les prix de l'immobilier (post-construction) dans la capitale indonésienne étaient, en mai, de 60 % supérieurs à ceux de 2008. Selon *Xin shiji*, les investisseurs étrangers ont eu un rôle déterminant dans cette hausse

¹⁰¹ Chiffres cités dans l'article de Shen Jianguang.

des prix, surestimant le potentiel d'appréciation de la monnaie indonésienne. Wang Tao note par ailleurs que les taux d'endettement de ces pays ont cru très rapidement. Or, comme il l'explique, le risque financier (perçu et interprété par les investisseurs) tient à trois facteurs principaux : l'équilibre de la balance des paiements, le degré d'ouverture du compte de capital et le taux d'endettement.

Une nouvelle crise asiatique ?

Pour autant, aucun des auteurs n'estime qu'une nouvelle crise asiatique est en formation. Wang Tao relève que, contrairement à 1997, aucun des pays asiatiques en question ne mène de politique de taux de change fixe, et donc aucun d'entre eux ne « dilapide » ses réserves de change en défendant sa monnaie. Pour Shen, ces pays sont plus stables aujourd'hui qu'en 1997. Leurs réserves de change sont importantes : la Thaïlande dispose aujourd'hui de 165 milliards de dollars de réserves contre 37 milliards à l'époque ; à Singapour et en Malaisie, les réserves de change représentent respectivement 90 % et 48 % du PIB. Par ailleurs, la plupart de ces pays (Thaïlande, Philippines, Malaisie, Vietnam) enregistrent un excédent de leur balance des paiements courants, alors que celle-ci était en déficit avant 1997. Enfin, leur endettement est limité : 24 % du PIB pour l'Indonésie, et moins de 60 % pour la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie, et le Vietnam.

De plus, note Wang Tao, les reprises américaine et européenne devraient soutenir la croissance asiatique en relançant les flux d'exportations. Il suffit donc, selon *Xin shiji*, du réajustement actuel des prix à la baisse (taux de change et niveaux boursiers) pour rassurer et attirer à nouveau les investisseurs. D'ailleurs, un analyste financier interrogé par *Xin shiji* affirme qu'il reste de nombreuses raisons d'investir dans les pays émergents, qui resteront durablement incontournables.

Les « faiblesses » de ces pays (il cite entre autres la corruption, les inégalités et le niveau d'éducation) sont des raisons d'espérer puisque les investisseurs n'attendent qu'un signe de réforme pour avoir à nouveau confiance dans ces marchés.

C'est finalement le cas indien qui suscite le plus d'inquiétudes. En effet, la croissance indienne a chuté ces dernières années de 6-7 % à 3 % en moyenne. Plus préoccupant, les perspectives de croissance future paraissent limitées, selon *Xin shiji*. Les « faiblesses » indiennes sont nombreuses : corruption omniprésente, persistance de la pauvreté, fortes inégalités régionales et sociales. Mais le pays souffre aussi de déficits jumeaux importants (son endettement est le plus élevé dans la région), d'une dépendance dangereuse aux importations et d'un modèle de croissance basé presque exclusivement sur la consommation. Ce dernier aspect de l'économie indienne différencie clairement l'Inde des autres pays asiatiques, ayant adopté un modèle de développement fondé sur l'investissement et les industries exportatrices. C'est pourquoi, malgré les efforts du gouvernement pour limiter le retrait des capitaux étrangers (à travers un contrôle accru des flux financiers, un relèvement des taux d'intérêts, et une intervention sur le marché de la dette souveraine), les investisseurs continuent de fuir l'Inde.

Quelle influence sur la Chine ?

Quel impact cette tourmente financière a-t-elle sur la Chine ? Tous les auteurs s'accordent à dire que le pays est relativement épargné par ces événements. Les raisons de cette résistance sont nombreuses. Selon Wang Tao, bien que la Chine ait largement participé au mouvement d'expansion du crédit post-2008, elle est peu affectée par les annonces américaines pour trois raisons. Tout d'abord, la Chine entretient un surplus de ses comptes courant et de capital. Ensuite, le contrôle strict du compte

de capital limite les flux de hot money (热钱, *reqian*, flux financiers de court terme) vers et depuis la Chine. Enfin, la faible libéralisation des marchés financiers chinois tend à préserver la capacité d'action de la Banque centrale en cas de tension. L'auteur emploie l'image d'une Chine qui n'est pas, contrairement à certains autres pays asiatiques, « menée par le bout du nez » (牵着鼻子走, *qianzhebizou*) par la FED. Elle ne court donc pas le risque de manquer

de liquidités. L'auteur ajoute que la Chine ne dépend pas, par exemple contrairement à l'Inde, de financements extérieurs pour soutenir son économie, puisque son surplus commercial devrait se maintenir à près de 2 % du PIB dans les années à venir, et que les investissements étrangers sur ses marchés actions et dette sont fortement règlementés et encadrés (à l'inverse de certains marchés d'Asie du Sud-Est, où l'investissement en capitaux

étrangers représente parfois près de 50 % de la titrisation totale). Cette résistance permet à la Chine de rester l'une des destinations privilégiées des investisseurs (selon une étude de Merrill Lynch BoA citée par *Xin shiji*), tout comme la Corée et la Russie.

Pour plusieurs commentateurs, cette crise a cependant « valeur d'avertissement » (具有警示意义, *juyou jingshi yiyi*) pour la Chine. Wang Tao estime que la fin du QE américain pourrait affecter indirectement l'économie chinoise, par le biais des volumes de transactions commerciales entre la Chine et ses voisins, mais aussi de la compétitivité du yuan et donc des exportations chinoises.

Xie affirme quant à lui que même si la balance financière chinoise est strictement contrôlée, des centaines de milliards de

dollars sortent chaque année du pays par des voies détournées, et notamment via Macao. Cela expliquerait, en partie la diminution des réserves de change chinoises, et la différence importante entre le taux de change officiel et celui observé sur les marchés off-shore. Pour l'instant, ce phénomène a encore une influence limitée sur l'économie chinoise, mais il pourrait à terme, s'il se développe davantage, créer de forts déséquilibres économiques.

L'auteur note également que les valeurs chinoises sont la cible d'attaques spéculatives (à la baisse) sur les marchés étrangers où sont cotées des entreprises chinoises. Parmi ces valeurs, les bancaires sont les plus attaquées. Cela illustre la méfiance des investisseurs vis-à-vis de la deuxième économie mondiale. Si le gouvernement ne recapitalise pas ses banques, celles-ci pourraient pâtir fortement de la situation actuelle, et la valeur de leurs actions

pourrait chuter aussi brutalement que celles des banques américaines en 2008.

Il faut donc assainir le secteur financier, mais aussi, selon Guan, relancer la croissance. Pour cela, la Chine doit : baisser progressivement les taux règlementaires de dépôt, faire évoluer la régulation bancaire vers un système basé sur les prix plutôt que sur les quantités, et renforcer le contrôle des flux de capitaux de court terme.

Quelles leçons tirer de la crise actuelle ?

Certains auteurs tentent de tirer des conclusions plus générales de la situation actuelle. Pour *Xin shiji*, par exemple, cette crise passagère est la conséquence directe du ralentissement de la croissance et du déclin relatif des Brics, lesquels ont « perdu leurs

« Pour *Xin shiji*, cette crise passagère est la conséquence directe du ralentissement de la croissance et du déclin relatif des Brics, lesquels ont “perdu leurs couleurs” . »

couleurs » (“金砖” 失色, « Jin Zhuan » shise). En effet, après une décennie dorée, ces pays connaissent tous des difficultés. La croissance de la Chine a reculé, passant de plus de 10 % à 7,5 % par an, celle de l'Inde a chuté de 7 % à 3 % ; la croissance brésilienne au premier trimestre 2013 ne dépassait pas les 2 %. Tout comme la roupie, le real se déprécie rapidement (-20 % depuis mai). Tous ces pays arrivent à un seuil fatidique auquel il leur est impossible de continuer de « briller » sans se réformer. Mais l'auteur est pessimiste : les échéances électorales (proches pour l'Inde et le Brésil) retarderont toute réforme structurelle, et des programmes de subventions, dont la portée est extrêmement court-termiste, seront privilégiés.

Xie porte son attention sur les deux « géants » des années 2000, l'Inde et la Chine. Ces deux pays, qui se sont développés en dix ans comme aucun autre pays ne l'a fait dans l'histoire, sont à un tournant. Ils ont tous deux manqué deux occasions « en or » de se réformer : la prospérité pré-2008 et l'assouplissement monétaire sans précédent post-2008. En se soustrayant à cette nécessité de réforme, ces deux économies sont devenues des bombes à retardement.

En conclusion, même si la FED a finalement décidé de repousser à une date ultérieure son resserrement quantitatif, cette crise passagère a eu pour rôle et avantage de montrer aux deux géants asiatiques que le plus dur reste à faire. Les États-Unis restent une valeur forte et le « chouchou » des investisseurs. Pour attirer à nouveau les capitaux étrangers, l'Inde et la Chine devront à tout prix donner à ces investisseurs de bonnes raisons de croire à nouveau à leur potentiel futur – en réformant¹⁰².

¹⁰² Pour la Chine, Xie propose de (i) préparer et lancer un plan de défiscalisation à hauteur de 1 000 milliards de yuans, (ii) d'ouvrir les entreprises au capital privé et étranger, et (iii) d'enlever les restrictions existantes sur les importations. Pour l'Inde, l'auteur conseille (i) d'augmenter les taux d'intérêt pour stabiliser la roupie,



9. Le glissement à l'Est : vers une Banque Mondiale des Brics

DAVID BÉNAZÉRAF

SOURCES :

- Éditorial, « Le grand mystère de la création de la banque des Brics: une structure originale ou calquée sur le modèle du FMI ? », *Caijing*, 2 mai 2013.
- Chen Jibing¹⁰³, « Le nouvel ordre financier des Brics: rêves et réalités », *Shanghai shangbao*, 9 avril 2013.
- Liu Ligang¹⁰⁴, « Permettre à la banque de développement des Brics de s'établir à Shanghai », *The Financial Times (version chinoise)*, 18 avril 2013.

Les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) représentent aujourd'hui 42 % de la population mondiale, 21 % du PIB mondial, et 15,5 % du commerce international¹⁰⁵.

et (ii) de lever les restrictions sur le marché intérieur indien (l'un des plus protégés au monde).

¹⁰³ Chen Jiping est journaliste financier et a travaillé pour plusieurs publications économiques (*Caijing*, *Shanghai jingji bao*, *Dongfang zaobao*, etc.).

¹⁰⁴ Liu Ligang publie régulièrement dans les pages économiques de la version chinoise du *Financial Times*.

¹⁰⁵ Chiffres tirés de l'article suivant : He Zhicheng, « De l'urgence de créer une banque des Brics »,

Ces cinq pays entendent jouer un rôle croissant sur la scène internationale, et leur coopération renforcée sur le plan financier a pour ambition à peine voilée de contourner les institutions monétaires en place. Lors du cinquième sommet des Brics tenu fin mars 2013 à Durban, la Chine, la Russie, la Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud annonçaient leur volonté de créer une banque de développement des Brics, et s'engageaient dans la foulée à constituer un fonds de réserves de 100 milliards de dollars.

Petit historique de la coopération financière au sein des BRICS

Chen Jibing, du *Shanghai Shangbao*, dresse un bref historique des événements préalables à l'annonce de Durban. Il rappelle que, dès le premier sommet des Brics, organisé en juin 2009 à Ekaterinbourg en Russie, la coopération financière au sein du groupe est mentionnée dans la déclaration finale. À la suite du troisième sommet de 2011 tenu à Sanya, en Chine, les pays du groupe des Brics signent une série d'« accords [bilatéraux et multilatéraux] sur la convertibilité de leurs monnaies » (货币互换合同, *huobi huhuan hetong*). Les banques de développement de chacun des États s'accordent sur « la possibilité de s'octroyer mutuellement des lignes de crédit en monnaie locale » (本币形式相互提供信贷额度, *benbi xingshi xianghu tigong xindai'edu*). Ces accords ont pour objectif de faciliter et de promouvoir les échanges commerciaux et les investissements au sein des Brics. Ils doivent aussi contribuer à éviter l'intermédiation de pays tiers opérant en dollars ou en euros et à réduire ainsi les impacts négatifs d'une éventuelle crise financière. Enfin, en octobre 2011, sept bourses des cinq États (dont celle de Hong-Kong pour la Chine) créent une alliance. Le fond commun de devises et la banque de développement annoncés en mars 2013 parachèvent donc les mesures mises en place depuis 2009.

Huanqiu zazhi, 16 avril 2013.

Quel rôle pour la future institution ?

La proposition de créer une banque de développement a été faite en premier lieu par les Indiens, dans le dessein de créer une structure dédiée au développement et à la stabilité monétaire des pays en développement. Chen Jibing explique qu'une telle structure aurait également pour rôle de contrebalancer la domination des institutions opérant en dollars et en euros. Elle permettrait ainsi de réduire « la dépendance à [ces deux monnaies] » (对美元和欧元的依赖, *dui meiyuan he ouyuan de yilai*).

D'après Gao Fei, un analyste du centre d'études sur les Brics de l'institut des affaires étrangères interrogé par *Cajijing*, l'ordre monétaire actuel est en effet dominé par l'euro et le dollar. Or, ces monnaies ne correspondent pas à la géographie des Brics. Comme l'évoque également Chen Jibing, l'internationalisation des marchés financiers des pays du groupe des Brics est aujourd'hui limitée en raison de la non-convertibilité de certaines de leurs monnaies. La création d'une institution propre aux Brics devrait permettre de disposer d'institutions prêtes alternatives au Fonds monétaire international (FMI).

Le renforcement de la coopération financière inter-Brics est perçu comme un moyen de réformer le système monétaire international. Par exemple, les prêts de la nouvelle institution ne seraient pas assujettis aux mêmes conditions que celles imposées par les institutions financières internationales actuelles, et notamment la Banque mondiale. Cette nouvelle banque de développement pourrait donc « être complémentaire de la Banque mondiale » (对世界银行形成一种补充, *dui shijie yinhang xingcheng yizhong buchong*). Les auteurs estiment que pourraient alors être financés des projets non éligibles dans le cadre des activités de la Banque mondiale, par exemple en raison de leur non-conformité

aux normes environnementales, comme la production de biofuel.

Lors de la réunion de Durban, les Brics se sont donc accordés sur leur participation respective au fonds de réserves de 100 milliards de dollars. La Chine devrait contribuer à hauteur de 41 milliards de dollars, la Russie, le Brésil et l'Inde à hauteur de 18 milliards et l'Afrique du Sud à hauteur de 5 milliards. Mais la distinction entre le fonds de réserves et la banque de développement n'est pas claire. Alors qu'il s'agit de deux outils différents, aux fonctions distinctes, leurs objectifs respectifs doivent encore être précisés.

Reste également à déterminer les pays ciblés par ces nouvelles institutions. Les premiers clients seront-ils les pays du groupe des Brics ? Les autres pays en développement pourront-ils prétendre à des financements ? Ces questions restent aujourd'hui sans réponse. Selon un économiste senior de la China Construction Bank, Zhao Qingming, interrogé par *Caijing*, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud pourraient avoir besoin de liquidités dans un futur proche et devenir ainsi les premiers clients de la banque des Brics. Mais *Caijing* insiste sur le fait que la future banque ne saurait se limiter aux BRICS et doit cibler les pays africains. D'après Liu Ligang, celle-ci devrait notamment octroyer des financements pour des projets d'infrastructures. Mais force est de constater que le rôle exact de la future institution demeure encore incertain.

Enjeux et obstacles

Comme le rappelle Zhao Qingming, la création d'une nouvelle institution pose de nombreux défis, notamment en raison de la dimension multilatérale de la future structure. En effet, plusieurs questions pratiques restent à ce

jour sans réponse : quelles modalités de recrutement des équipes ? Quelle structure pour l'organisation ? Quelle localisation pour le siège ? Ou encore quelle monnaie de fonctionnement ?

Concernant la structure et le fonctionnement, le directeur de l'institut chinois des relations internationales contemporaines (CICIR), Chen Fengying, interrogé par *Caijing*, souligne que la future institution devra se doter d'un conseil d'administration si elle souhaite suivre le modèle du FMI. Il faudra en outre déterminer un système de droits de vote, sans pour autant transformer l'institution en « énorme système bureaucratique » (庞大的官僚体系, *pangda*

« *Caijing* insiste sur le fait que la future banque ne saurait se limiter aux BRICS et doit cibler les pays africains. »

de guanliao tixi) à l'image du FMI. Si Chen Fengying se dit plus favorable à un système égalitaire, Zhao Qingming suggère que la Chine puisse « bénéficier de droits de vote proportionnels à sa participation en capital »¹⁰⁶, à un niveau qui soit toutefois acceptable pour les autres membres. Chen Jiping estime que la Chine devrait *a minima* bénéficier d'un droit de veto en raison de l'importance de sa contribution financière. En outre, les auteurs soulignent que, pour réussir, la future institution devra bénéficier d'une autonomie de fonctionnement, sans dépendre des gouvernements nationaux.

La nationalité du premier président demeure un enjeu de taille. Les auteurs font preuve d'un certain lobbying en faveur du président de la China Development Bank, Chen Yuan¹⁰⁷.

¹⁰⁶ 金砖银行的出资比例直接与今后的决策权（投票权）相挂钩, *jinzhuan yinhang de chuzi bili zhijie yu jinhou de juecequan (toupiaoquan) xiang guagou*.

¹⁰⁷ Chen Yuan est le fils de l'économiste Chen Yun (1905-1995), membre du Comité permanent du Bureau politique de 1978 à 1987, parmi les membres

Celui-ci serait pressenti pour devenir le premier président de la banque des Brics¹⁰⁸. Bien que rien ne soit encore décidé, Chen Yuan a quitté ses fonctions au sein de la China Development Bank le 15 avril 2013 afin de se consacrer à la constitution de la future banque. Aujourd'hui âgé de 68 ans, il a passé une grande partie de sa carrière dans le financement du développement. Selon Chen Fengying, Chen Yuan fait preuve d'une grande expérience et la China Development Bank est la banque la plus ouverte sur l'étranger en termes de financements. Cependant, rappelle Chen Fengying, la présidence devra probablement être tournante entre les pays membres.

La localisation du siège reste également à déterminer. Pékin, Shanghai, Hong-Kong, Mumbai et Johannesburg sont évoqués. Néanmoins, la ville de Shanghai semble la mieux placée selon les auteurs, et notamment Liu Ligang. Balayant le champ des possibles, Chen Jibing reconnaît toutefois que le choix de Johannesburg serait pertinent dans la mesure où le continent africain est la zone où les besoins en financements sont les plus importants. Il explique par ailleurs que le choix pourrait également se porter sur une place financière de premier rang, comme Londres ou New York. Au final, les auteurs mettent principalement en avant la supériorité économique de la Chine par rapport aux autres membres du groupe des Brics. La Chine est en effet la deuxième économie mondiale et dispose d'importantes réserves de change. Liu Ligang rappelle qu'avec l'équivalent de 3 400 milliards de dollars de réserves de change, la Chine détient 74 % des réserves totales des Brics, estimées à 4 600 milliards de dollars.

Enfin, la (ou les) monnaie(s) d'octroi des prêts reste à déterminer : dollar, devises des BRICS, « droits de tirage spéciaux » (ou DTS, 特别提款权, *tebie tikuan quan*) du FMI, etc. Selon Liu Ligang, la création d'une banque des Brics représente une opportunité de taille pour l'internationalisation du yuan. Les auteurs estiment que des réponses à ces questions devraient être apportées avant la prochaine réunion des Brics.

Une visée stratégique sur la scène internationale

Si de nombreuses questions pratiques et techniques restent donc en suspens, il n'en demeure pas moins que l'initiative des BRICS est présentée comme une alternative crédible face aux institutions de Bretton Woods. Cette initiative est perçue par tous les auteurs comme une tentative pour faire évoluer l'ordre économique international. Chen Jibing va même plus loin, considérant que l'initiative des BRICS constitue une tentative pour créer « un nouveau départ » pour les marchés émergents, « sans se soucier de l'ordre ancien » (抛开旧秩序另起炉灶, *paokai jiu zhixu lingqiluzao*). Les auteurs estiment que l'objectif est ambitieux, et qu'il a pour qualité principale de remettre en question le système monétaire et financier actuel. La future banque des BRICS pourrait à terme concurrencer la Banque mondiale, notamment en ciblant les pays africains. Les commentaires recueillis dans cet article semblent clairement en faveur d'un leadership de la Chine au sein de la nouvelle structure. Mais le *Shanghai Business Newspaper* rappelle que les BRICS doivent encore faire face à de nombreux obstacles, au premier rang desquels la réforme de leur propre système financier.

passés les plus influents du Parti après Deng Xiaoping.

¹⁰⁸ « Executive at China Development Bank to Join BRIC Development Bank », *China Wire*, 12 avril 2013.

DÉCALAGES

10. L'institution du mariage : réflexions générationnelles, une enquête

SIMENG WANG

SOURCES :

- Éditorial, « Rapport annuel 2012-2013 sur les points de vue des jeunes Chinois sur le mariage », site de *Shijijiyuan*, 24 décembre 2012.
- Geng Xujing¹⁰⁹, « Enquête sur les points de vue des jeunes Chinois sur le mariage : 70 % des femmes entre 18 et 25 ans aiment les 'oncles' [les hommes de dix ans leurs aînés] », *Guangzhou ribao*, 25 décembre 2012.
- Xu Yinjuan¹¹⁰, « Perspective rêvées et réelles des sheng nü [les femmes qui restent] », *Xinhua wang*, 9 mars 2012.
- Xu Jing¹¹¹, « L'âge de sheng nü [les femmes qui restent] survient cinq ans plus tôt que celui de sheng nan [les hommes qui restent], et les femmes de 29 ans se sentent les plus concernées », *Yangzi wanbao*, 21 juin 2013.

Le 24 décembre 2012, le pôle formation-échange (培训交流, *peixun jiaoliu*) de la Commission nationale de la planification

¹⁰⁹ Journaliste à *Guangzhou ribao*.

¹¹⁰ Journaliste à *Xinhua wang*.

¹¹¹ Journaliste à *Yangzi wanbao*.

familiale et démographique (国家人口计生委培训交流中心) et le site *Shijiyayuan* (un site de rencontre) ont conjointement publié le « Rapport annuel 2012-2013 sur les points de vue des jeunes Chinois sur le mariage » (《2012-2013中国男女婚恋观调查报告》). Ce rapport est issu d'une enquête menée à l'échelle nationale et en ligne du 30 octobre au 15 novembre 2012. 77 045 des 98 724 réponses ont été validées.

Caractéristiques de l'échantillon

48 % des sondés sont des femmes et 52 % des hommes. 9 % des femmes interrogées sont nées dans les années 1990, 52 % dans les années 1980, 22 % dans les années 1970 et les autres avant 1970. Quant aux hommes, 6 % sont nés après 1990, 57 % entre 1980 et 1990, 24 % entre 1970 et 1980 et 13 % avant 1970. En termes d'éducation, 16 % des femmes et 18 % des hommes n'ont pas obtenu le concours national¹¹², 42 % des femmes et 35 % des hommes ont un CAP, 36 % des femmes et 40 % des hommes ont une licence, et parmi ceux ayant un niveau master ou plus, on trouve 6 % de femmes et 7 % d'hommes. En ce qui concerne les revenus, 17 % des femmes et 6 % des hommes interrogés gagnent moins de 2 000 yuans par mois, 58 % des femmes et 50 % des hommes entre 2 000 yuans et 5 000 yuans, 19 % des femmes et 29 % des hommes entre 5 000 yuans et 10 000 yuans, et 5 % des femmes et 14 % des hommes gagnent plus de 10 000 yuans.

Un sex-ratio fortement déséquilibré entre hommes et femmes célibataires

Selon ce rapport, la population chinoise non mariée et âgée de plus de dix-huit ans compte 249 millions d'individus, ce qui représente 18,6 % de la population totale. 132 millions de ces célibataires sont des urbains, et ils constituent 19,8 % de la population urbaine totale. Parmi les célibataires nés après 1970,

les hommes sont 23,2 millions de plus que les femmes. Cela équivaut par exemple, pour les sondés nés entre 1970 et 1980, à un ratio de 100 femmes célibataires pour 206 hommes célibataires. Ce ratio baisse pour la génération née dans les années 1980, qui compte 136 hommes célibataires pour 100 femmes célibataires. Pour les personnes nées après 1990, ce ratio passe à 112 hommes pour 100 femmes célibataires.

Le rapport montre que les cinq régions dans lesquelles le sex-ratio est le plus déséquilibré sont le Yunnan, Hainan, le Guangxi, le Guizhou et le Shanxi. La province du Guangdong se place première en termes absolus, puisqu'elle compte 1,65 million d'hommes célibataires de plus que de femmes célibataires.

Calendrier d'une relation amoureuse

Une autre conclusion de ce rapport est que les hommes et les femmes de 20 à 29 ans se marient plus tard qu'il y a dix ans. Ce report est en moyenne d'un an et demi chez les femmes (l'âge moyen passant de 23,4 ans il y a dix ans à 24,9 ans de nos jours) contre un an et quatre mois chez les hommes (passant de 25,3 ans à 26,7 ans).

Un certain nombre d'actes fondateurs jalonnent par ailleurs l'évolution d'une relation amoureuse jusqu'au mariage. D'après le rapport, l'âge et le genre sont les deux facteurs fondamentaux qui déterminent l'élaboration et l'appréhension des « actes significatifs » (标志, *biaozhi*) dans une relation. Les « actes significatifs » comprennent non seulement le rapprochement physique (le fait de se tenir la main, de se prendre dans les bras, de s'embrasser ou de faire l'amour) mais également les événements symboliques (discussion sur la situation économique de chacun, présentation aux amis et aux proches, aux parents, emménagement, etc.).

¹¹² *Gaokao*, équivalent chinois du baccalauréat.

D'une manière générale, l'homme, quel que soit son âge, se montre plus pressé que la femme pour franchir les différentes étapes d'une relation. Par exemple, les hommes jeunes se hâtent de se mettre « en couple », et les hommes plus âgés tendent à présenter rapidement leur conjointe à leurs parents, dans l'intention de conclure un mariage. Par ailleurs, si l'on catégorise les résultats par génération, on voit que les femmes nées dans les années 1970 sont les plus disposées à avoir des relations sexuelles. Ce résultat quantitatif contredit l'image véhiculée par les médias d'une génération moderne (post-1990) plus (voire trop) libérée que les précédentes.

Enfin, le divorce se démocratise. Le rapport montre qu'au cours des treize dernières années (2000-2012), le nombre des divorces a cru beaucoup plus rapidement que celui des mariages (croissance annuelle moyenne respective de 7,5 % et 3,6 %). D'après le ministère des Affaires civiles chinois, 3,1 millions de couples ont divorcé en 2012, et le « taux de divorce brut »¹¹³ (粗离婚率, *cūlìhūnlǜ*) était de 2,3 ‰, en croissance de 8 % par rapport à 2011.

Enjeux économiques : revenus, immobilier et gestion des finances du foyer

« Combien gagnez-vous ? » est l'une des premières questions que les femmes posent aux hommes dans le cadre d'une relation amoureuse. Selon leur âge, celles-ci n'ont

¹¹³ Le taux de divorce brut se calcule en divisant le nombre de divorces survenus au sein d'une zone géographique donnée et généralement sur une période d'un an, par la population moyenne de ce territoire au cours de l'année en question.

d'ailleurs pas les mêmes exigences financières. Les femmes nées après 1990 exigent de leur conjoint un revenu mensuel de 5 000 yuans minimum, celles nées entre 1980-1990 un salaire de 6 000 yuans, et celles nées dans les années 1970 un salaire de 7 000 yuans. 52 % des femmes pensent qu'il est indispensable, pour se marier, qu'un couple possède un appartement. Elles exigent par ailleurs que l'homme soit responsable (financièrement) de cet achat. En revanche, elles demandent que leur nom figure dans le titre de propriété immobilière.

« Le terme de sheng nan (les "hommes qui restent") devient de plus en plus populaire, notamment en raison des déséquilibres importants du sex-ratio en Chine.»

Ces considérations financières se retrouvent également dans le cadre de la vie du couple. D'après le rapport, 14 % des hommes partagent volontairement la gestion de leurs revenus avec leur partenaire, et 37 % d'entre eux le font sur demande de leur femme. Géographiquement, les hommes venant du Heilongjiang sont les plus réticents à cette pratique, alors que les hommes du Henan, du Shanxi, du Jilin et du Guizhou y consentent plus facilement.

À Shanghai, les hommes consentant volontairement à une co-gestion de leurs revenus sont peu nombreux (7 %), tout comme à Canton (10 %), et Pékin (11 %).

Les femmes, elles, sont 98 % à déclarer ne pas demander à leur mari de gérer leurs revenus. 30 % d'entre elles ne souhaitent pas gérer l'argent de leur mari, même si celui-ci le demande. Cette réticence s'accroît avec le niveau d'éducation : parmi les femmes gagnant 20 000 yuans ou plus par mois, ou dont le niveau d'études dépasse le master, 44 % refusent de gérer l'argent de leur mari même s'il le demande.

Cependant, la plupart des femmes cherchent dans le mariage ou dans une relation amoureuse un certain confort matériel. C'est pourquoi 70 % des femmes âgées de 18 à 25 ans avouent être charmées par des « oncles » (大叔, *dashu*), à savoir, des hommes de dix ans leurs aînés. Aux yeux de ces dernières, ceux-ci sont en effet « mûrs » (成熟, *chengshu*), ils « savent prendre soin des autres » (会照顾人, *hui zhaogu ren*), et « gagnent bien leur vie » (有经济基础, *you jingji jichu*). Mais les femmes interrogées exposent également des obstacles à une telle relation : opposition des parents en raison de la différence d'âge, problèmes si l'« oncle » en question a déjà fondé une famille, ou peur de ne pas pouvoir « contrôler leur conjoint » (不好驾驭, *buhao jiyu*) en raison de son âge.

Phénomènes de *sheng nü* et de *sheng nan*

Le terme de *sheng nü* (剩女), largement péjoratif, signifie littéralement « les femmes qui restent », et désigne les femmes qui, arrivées à un certain âge, n'ont toujours pas trouvé de conjoint. Il est difficile de donner un chiffre précis pour cet « âge limite », car il varie selon les régions, les milieux sociaux, etc., mais aussi avec le temps : il est repoussé progressivement, à la suite des évolutions et des débats sociaux. Aujourd'hui, ce terme concerne généralement les femmes célibataires âgées de plus de 27 ans.

Cet étiquetage vient à l'origine de l'extérieur (famille, médias, etc.), mais est devenu de nos jours un label presque identitaire. Autrement dit, aujourd'hui, certaines femmes célibataires s'auto-étiquettent *sheng nü*. Selon le rapport, le niveau d'éducation et de revenu favorise cet auto-étiquetage. En effet, 48 % des femmes célibataires ayant obtenu un diplôme de master se définissent comme *sheng nü*, alors que 36 % de celles ayant une licence, 30 % de celles ayant un CAP et 23 % de celles ayant

le bac ou un diplôme inférieur se considèrent comme telles. Parmi les femmes célibataires gagnant entre 8 000 et 15 000 yuans par mois, 43,6 % se déclarent *sheng nü*. Le pourcentage baisse jusqu'à 12,2 % chez les femmes n'ayant aucun revenu. Les femmes nées entre 1973 et 1986 se sentent les plus concernées, notamment celles nées en 1983 (ayant donc 29 ans en 2013 et se considérant *sheng nü* à 57,9 %). Quand on leur demande pourquoi elles sont devenues des *sheng nü*, les femmes interrogées citent principalement « le manque d'occasion pour faire de nouvelles rencontres » (73 %), « l'attente passive dans leur coin » (51 %) et « l'idéalisme amoureux »¹¹⁴ (45 %).

Cette catégorisation s'étend également aux célibataires masculins. Le terme de *sheng nan* (剩男, les « hommes qui restent ») devient de plus en plus populaire, notamment en raison des déséquilibres importants du sex-ratio en Chine. De nos jours, il y a d'ailleurs plus de *sheng nan* que de *sheng nü*. En revanche, selon le rapport, l'« âge limite » pour un homme vient cinq ans après celui de la femme. L'homme se considère comme un *sheng nan* vers l'âge de 34 ans en moyenne. La composition sociale du groupe *sheng nan* diffère également de celle des *sheng nü*. Comme nous l'avons vu, les *sheng nü* occupent généralement une position sociale élevée alors que, selon le rapport, 30 % des *sheng nan* ont des « revenus faibles » (le rapport ne fournit pas de montant exact).

Pour mieux comprendre ce phénomène des *sheng nü* et des *sheng nan* et les logiques sous-jacentes à ces étiquettes, Yang Yanchun¹¹⁵, psychiatre à l'hôpital Huaxi de l'université du Sichuan, propose avant tout une explication biologique : l'« âge d'or de la fécondité »¹¹⁶

¹¹⁴ Respectivement : 没有机会接触异性, *meiyou jihui jiechu yixing*, 被动等待, *beidong dengdai*, 爱情理想主义, *aiqing lixiang zhuyi*.

¹¹⁵ Cité dans l'article de *Xu Jing*.

¹¹⁶ 最佳生育期, *zuijia shengyuyuqi*.

chez les femmes est bien plus limité que chez les hommes. Le sociologue Tang Liping¹¹⁷, lui, propose une explication sociologique : les femmes prennent plus de temps à trouver un conjoint satisfaisant aux nombreux critères de sélection imposés. Cela semble rationnel puisqu'une partie de ces critères représentent une garantie concernant la vie future du couple. Ce choix montre par ailleurs le rôle de plus en plus actif de la femme, qui devient le maître de son propre destin. Au niveau macro-social, le phénomène de *sheng nú* témoigne du désir d'un nombre croissant de femmes, notamment éduquées, de « vivre suivant leur propre volonté¹¹⁸ ». Né dans les sociétés modernes et contemporaines, ce phénomène atteste sans doute d'un début d'égalité entre les genres dans le cadre matrimonial, et annonce ainsi un progrès de la société chinoise en termes d'égalité entre les sexes.

¹¹⁷ Cité dans l'article de *Xu Jing*.

¹¹⁸ 根据自己的意愿生活, *genju ziji de yiyuan shenghuo*.

阿拉伯世界研究, *Alabo shijie yanjiu* – *Arab World Studies*. Revue académique bimensuelle spécialisée sur le Moyen-Orient, elle a été fondée en 1978 et est reliée à l'université des langues étrangères de Shanghai.

财经, *Caijing*. Revue économique bimensuelle basée à Pékin, *Caijing* adopte des positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière.

财新网, *Caixinwang*. Site internet du magazine *Xin shiji* (voir ci-dessous), qui propose un contenu original.

东方早报, *Dongfang zaobao*. *Dongfang Zaobao* est un journal chinois d'information générale, fondé en 2003.

共识网, *Gongshi wang*. *Gongshi Wang* a été fondé par Lide Gongshi Internet et media technology ltd., tous deux spécialisés dans les études internationales, la gouvernance chinoise et la démocratie, l'histoire contemporaine et les débats d'idées. Le site reprend et rassemble un grand nombre d'articles de divers académiques et experts, dans un grand nombre de disciplines.

国际问题研究, *Guoji wenti yanjiu*. Revue académique bimestrielle du Chinese Institute for International Studies (CIIS), qui dépend du ministère des Affaires étrangères, elle publie des articles de fond sur les questions internationales et la politique extérieure chinoise.

环球时报, *Huanqiu shibao* - *Global Times*. Ce quotidien publié à Pékin appartient au même groupe de presse que *Le Quotidien du peuple* ;

bien informé sur les questions internationales, il propose des analyses originales.

经济参考, *Jingji cankao*. Créé en 1981 par l'agence officielle *Xinhua*, "Références économiques" consacre ses pages aux problèmes structurels soulevés par la politique de réformes et de développement économique du pays.

LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

開放, *Kaifang* - *Open Magazine*. Mensuel hongkongais fondé en 1987 qui se focalise sur les évolutions politiques chinoises, hongkongaises et taiwanaises. Il est très engagé en faveur de la liberté de la presse, l'ouverture politique et la démocratie en Chine.

瞭望新闻周刊, *Liaowang Xinwen Zhoukan*. Magazine d'actualité grand public de l'agence *Xinhua*, qui se distingue par ses reportages sur des sujets de société.

南方周末, *Nanfang zhoumo*. Hebdomadaire de Canton, qui a acquis une grande notoriété dans les années 1990 en dénonçant des scandales de corruption. Malgré une certaine reprise en main de la part des autorités chinoises, il conserve une certaine liberté de ton.

齐鲁晚报, *Qilu wanbao*. Journal de la capitale du Shandong, créé en 1988, au plus fort de la vague de réforme des années 80, le *Qilu Wanbao* se targue d'être l'un des dix plus grands quotidiens du soir de Chine.

人民日报, *Renmin Ribao*. On ne présente plus le quotidien officiel du parti communiste chinois, dont le contenu en mandarin diffère de toutes ses éditions internationales.

上海商报, *Shanghai shangbao*. Quotidien d'informations économiques et financières fondé en 1985 par le département des affaires commerciales du Parti communiste municipal en coopération avec le bureau des affaires économiques et commerciales de la municipalité.

世界知识, *Shijie zhishi*. Revue bimensuelle fondée en 1934, elle est considérée comme le fer de lance du débat intellectuel en Chine.

The Financial Times – 中文. Version chinoise du *Financial Times*.

文匯網, *Wenweipo*. Wenwei (Wenhui) est une filiale de Hong Kong Wen Wei Po Ltd. Wenwei est une plateforme en langue chinoise de communication et d'échange d'information et d'actualité entre la Chine continentale, Taiwan, Hong-Kong et Macau.

现代国际关系, *Xiandai guoji guanxi*. Revue académique mensuelle du Chinese Institute for Contemporary International Relations (CICIR), consacrée aux affaires stratégiques et internationales.

新华网, *Xinhua.net*. Site internet de l'agence de presse officielle Chine Nouvelle, qui publie parfois des analyses et des éditoriaux.

新世纪, *Xin shiji*. Hebdomadaire de Hu Shuli, l'ex-rédactrice en chef de la revue *Caijing*. En janvier 2010, celle-ci s'associe avec le Centre de recherche sur la réforme et le développement de l'île de Hainan pour reprendre sa publication *Xin shiji* et poursuivre la tradition de libéralisme, d'analyses et d'enquêtes approfondies de *Caijing*.

西亚非洲, *Xiya feizhou*. Revue de l'Institute of West Asian and African Studies (IWAAS).

扬子晚报, *Yangzi wanbao*. Journal généraliste de Nanjing, Jiangsu, en chinois.

一虎一席谈, *Yihu yixitan* - *Phoenix TV*. Programme de la chaîne télévisuelle du groupe hongkongais Phoenix Television, qui entretient des relations cordiales avec le gouvernement de la République populaire.

中国改革, *Zhongguo gaige* - *China Reform*. Mensuel du groupe de Presse Caixin dirigé par Hu Shuli qui a pour objectif de rendre compte et d'analyser les réformes politiques et économiques en Chine. Il a été fondé en 1986.

中国日报, *Zhongguo ribao* – *China daily*. Principal quotidien anglophone chinois fondé en 1981. Le site a un contenu original.

中国网, *Zhongguo Wang*. Créé en 1997, l'un des premiers portails officiels créés par les autorités chinoises sous l'impulsion du Bureau de l'information. Reprend généralement les articles d'autres journaux ou sites internet. Site existant en 10 langues et géré par le Bureau des éditions en langues étrangères de Chine – ce sont néanmoins des versions différentes.